

**BULLETIN TRIMESTRIEL  
DE CONJONCTURE**

**Suivi de la conjoncture économique**

**POLYNESIE FRANCAISE**

**N° 121 – 1<sup>er</sup> trimestre 2005 / février 2005**



	Page
<i>Synthèse</i> .....	2
<i>Avertissement méthodologique</i> .....	5
<i>1. Vue d'ensemble</i> .....	8
<i>1.1 Les entreprises</i> .....	8
1.1.1 Les opinions des dirigeants d'entreprises .....	8
1.1.2 L'investissement des entreprises sur les 12 prochains mois.....	12
1.1.3 Les conditions de financement et les indicateurs de vulnérabilité.....	14
<i>1.2 Les ménages</i> .....	16
1.2.1 L'évolution de la consommation des ménages .....	16
1.2.2 L'investissement immobilier des ménages .....	17
1.2.3 La vulnérabilité de la trésorerie des ménages.....	18
<i>1.3 Les indicateurs macroéconomiques</i> .....	19
<i>2. Analyse sectorielle</i> .....	24
<i>2.1 Secteur primaire</i> .....	24
<i>2.2 Industrie agroalimentaire</i> .....	28
<i>2.3 Autres industries</i> .....	32
<i>2.4 Bâtiment et travaux publics</i> .....	36
<i>2.5 Commerce</i> .....	40
<i>2.6 Hôtellerie - Tourisme</i> .....	46
<i>2.7 Services marchands</i> .....	50

Lors de la réunion du G7 à Londres les 4 et 5 février 2005, les responsables politiques ont réitéré leur souhait de voir le marché des changes se stabiliser : « une volatilité excessive et des mouvements désordonnés des taux de change sont indésirables pour la croissance économique ». La tendance baissière du dollar en 2004 a considérablement gêné les économies européennes. En outre, la cherté et la volatilité sur le marché pétrolier ont constitué un frein à la croissance en 2004. L'OCDE envisage une reprise au premier semestre 2005 avec des taux de +2% en glissement annuel pour la zone euro, +3,5% pour les Etats-Unis et +2% pour le Japon.

Les **Etats-Unis** ont bénéficié d'une conjoncture favorable en 2004. La croissance de leur PIB a été de 4,4%, après +3% en 2003 et +1,9% en 2002. La vigueur des dépenses des consommateurs (+3,8% en 2004) et de l'investissement immobilier (+9,5%), dynamisée par le bas niveau des taux d'intérêt, y a fortement contribué. L'investissement des entreprises (+10,3%) a également été un facteur déterminant et la production a progressé de 4,1% en 2004, avec un taux d'utilisation des capacités de 78%. Le taux de chômage, à 5,4% en décembre, s'est même replié à 5,2% en janvier 2005. En revanche, le commerce extérieur, dont le déficit s'est creusé de 24,4% par rapport à l'année précédente pour atteindre 617 milliards de dollars, a apporté une contribution négative à la croissance. Lors de sa réunion du 2 février 2005, la Réserve fédérale a opté pour un relèvement du taux des Fed funds à 2,5% (+0,25%), le sixième d'affilée, afin de tenir compte des risques à la fois sur les prix et sur l'activité.

En hausse de 2,6% sur l'année, le PIB du **Japon** a subi trois trimestres de baisse (-0,2% au deuxième trimestre 2004, puis -0,3 et -0,1 pour finir) et les économistes hésitent entre crise passagère et récession durable. Le taux de chômage a en effet enregistré une baisse de 0,5 point sur l'année (4,4% à fin 2004), principalement du fait de départs en retraite. La consommation des ménages s'est affaiblie de 0,7% en 2004, notamment en raison d'un mouvement de reconstitution d'épargne en fin d'année. Quant à la production industrielle, elle a alterné les mois de hausse et de baisse, avec en filigrane un important déstockage.

Dans la **zone euro**, le chiffre provisoire de la croissance s'est établi à +2%, après +0,5% en 2003 et +0,9% en 2002. Toutefois, un ralentissement a été observé sur les trois derniers mois de l'année dans certains pays tels que l'Italie (-0,3% en glissement annuel) ou l'Allemagne (-0,2%). Dans l'ensemble, les échanges extérieurs européens ont été handicapés par la force de leur monnaie vis-à-vis du dollar américain et la consommation intérieure a stagné, les ventes de détail n'ayant augmenté que de 0,5% en 2004. L'évolution des prix a été limitée à +2,1%, après +1,8% l'année précédente.

Selon les premières estimations de l'INSEE, le PIB de la **France** a crû de 2,5% en données brutes en 2004, conformément aux projections du gouvernement. Il a été largement soutenu par la bonne tenue des dépenses de consommation des ménages (+2,3% en 2004). Quant à l'investissement des entreprises, il a progressé de 3% et pourrait se maintenir à +2% en 2005, d'après les réponses recueillies par l'INSEE auprès des chefs d'entreprises. Le taux de chômage, quant à lui, est resté inchangé entre 2003 et 2004, à 9,9% de la population active et l'évolution des prix a été similaire à celle de la zone euro. C'est le commerce extérieur, déficitaire pour la troisième année consécutive (7,8 milliards d'euros en 2004), qui a grevé la croissance.

A l'image du reste de l'année, le dernier trimestre 2004 a été marqué par le ralentissement de l'économie de la **Polynésie française**, dans l'attente du dénouement de la crise politique. L'ensemble des secteurs a été touché, mais à divers degrés.

Aucune tension inflationniste n'a été observée en 2004 : en décembre, l'**indice global des prix** à la consommation a atteint 101, en hausse de seulement 0,2% sur le mois (100,8 en novembre) et de 0,8% en rythme annuel (100,2 en décembre 2003).

Sur la fin de l'année, la **consommation des ménages** a montré des signes de faiblesse, exprimés notamment par les responsables du commerce de détail interrogés pour l'enquête. Les immatriculations de véhicules neufs ont diminué de près de 10% en 2004 (7 183 contre 7 928 en 2003) et les importations de biens d'équipement ménagers de 4,8% sur les onze premiers mois de l'année (8,3 milliards de F CFP contre 8,8 sur la même période en 2003).

Pour la plupart des secteurs de l'économie, les intentions d'**investissement** sont restées figées sauf pour le BTP, dont les représentants se sont montrés plus pessimistes. De janvier à novembre 2004, les importations de biens d'équipement professionnels ont totalisé 24,8 milliards de F CFP contre 48,6 en 2003 à la même époque, soit - 48,9%.

L'**emploi** a diminué de 0,5% au troisième trimestre 2004 (62 639 salariés déclarés contre 62 979 en juin), mais a conservé une tendance haussière en glissement annuel, +3,7% (60 379 au troisième trimestre 2003).

Les **indicateurs de vulnérabilité** se sont plutôt dégradés sur l'ensemble de l'année. Si les incidents de paiement sur effets et sur cartes bancaires ont respectivement régressé de 7% et de 21,4%, ceux sur chèques ont augmenté de 9,8%. Les interdictions bancaires prononcées à l'encontre des personnes physiques ont progressé de 6,3% en 2004 et celles sur les personnes morales de 11,1%.

En 2004, l'**agriculture** a été marquée par le repli de 15% de la production de coprah (7 929 tonnes contre 9 338 en 2003) et le tassement du cours mondial de la vanille qui devrait avoir des répercussions localement. Sur les onze premiers mois de 2004, les exportations de cette dernière ont baissé de 46,6% (5,5 tonnes contre 10,3 à la même époque en 2003).

La **pêche** est restée handicapée par le manque de poissons dans la zone polynésienne en 2004 ; les exportations ont atteint seulement 694 tonnes en cumul de janvier à novembre, contre 1 068 l'année précédente, soit -35,1%. Les ventes de **perles** brutes à l'étranger ont progressé de 2,5% en volume, tandis que leur valeur se contractait de 16,1% sur l'année.

Pour le **BTP**, bien que la deuxième partie de l'année se soit révélée plutôt défavorable, les chefs d'entreprises qui ont répondu au questionnaire, escomptent un redémarrage au premier trimestre 2005.

L'impression plutôt négative de la conjoncture, exprimée par les responsables de l'**industrie** au quatrième trimestre 2004, contraste avec le niveau des exportations : celles de produits agroalimentaires ont crû de 27,5% sur les onze premiers mois de l'année (12 618 tonnes contre 9 899 sur la même période en 2003), celles de nono de 55,8% (5 591 tonnes contre 3 587 en 2003) et celles de monoï de 15,4% (227,6 tonnes contre 197,2 en 2003).

L'année 2004 a déçu les professionnels du **tourisme**. Bien que les statistiques de l'Aviation civile montrent une progression de 1,1% des arrivées à l'aéroport de Tahiti-Faaa sur la période cumulée janvier-novembre 2004, le nombre de touristes s'est tassé de 0,19% (195 296 contre 195 666 sur la même période en 2003).

Enfin, les responsables des **services marchands**, nouvelle catégorie professionnelle intégrée dans l'enquête de conjoncture, ont perçu une certaine stagnation de leur activité à la fin de l'année et espèrent une reprise au premier trimestre 2005.



## Avertissement méthodologique

L'analyse de la conjoncture opérée dans ce bulletin est fondée sur l'interprétation des résultats d'une enquête d'opinion réalisée en janvier 2005 auprès d'un échantillon représentatif de près d'une centaine d'entreprises polynésiennes et de l'évolution d'indicateurs macro-économiques se rapportant aux différents secteurs d'activité, aux entreprises et aux ménages.

### **Interprétation des soldes d'opinion**

Un solde d'opinion qui se rapporte à l'**activité** ou aux **charges** d'exploitation, correspond à la différence entre le pourcentage de chefs d'entreprises considérant que leur activité ou leurs charges ont augmenté au cours du trimestre écoulé (réalisations du 4<sup>ème</sup> trimestre 2004) ou vont croître au cours du trimestre à venir (prévisions du 1<sup>er</sup> trimestre 2005) et le pourcentage de chefs d'entreprises considérant que leur activité ou leurs charges ont diminué ou vont décroître. S'agissant de la **trésorerie**, le mode de calcul est identique mais la question posée se réfère à l'amélioration, la stabilité ou la dégradation.

Les résultats de l'enquête de conjoncture sont représentés sous la forme de graphiques ou de tableaux fléchés retraçant l'évolution des soldes d'opinion des entreprises de l'échantillon.

**Depuis le Bulletin trimestriel n° 97, un solde d'opinion positif correspond à une amélioration pour l'entreprise, un solde négatif à une détérioration, quels que soient les indicateurs concernés (ainsi, par exemple, un solde positif indiquera une progression de l'activité, mais le même solde positif appliqué aux charges exprimera une baisse des charges, élément positif pour l'entreprise).**

Plus précisément :

- Les courbes ne traduisent pas une mesure statistique en valeur absolue ou relative des indicateurs mais une tendance, plus ou moins forte, à s'écarter ou à se rapprocher de la stabilité. Ainsi, elles évoluent de part et d'autre d'un axe des abscisses reflétant la stabilité de l'activité, des charges et de la trésorerie. Les points situés au-dessus de cet axe correspondent à des opinions majoritairement favorables (celles-ci s'avèrent de plus en plus optimistes lorsque la courbe s'inscrit dans une phase croissante et inversement de moins en moins favorables lorsqu'elle se rapproche de l'axe des abscisses). A l'inverse, les points situés au-dessous de cet axe sont le reflet de réponses plutôt défavorables, de plus en plus négatives dans les phases descendantes et allant en s'atténuant lorsque la courbe se rapproche de l'axe des abscisses.
- En ce qui concerne les tableaux, une flèche pointant vers le haut correspond à une évolution favorable, quel que soit le sens de variation de l'indicateur concerné. A l'inverse, une flèche pointant vers le bas traduit une évolution défavorable. Ainsi, une flèche descendante pour les charges d'exploitation correspond à une évolution défavorable, donc à un alourdissement (une augmentation) des charges. On notera enfin que l'on parle de stabilité (illustrée par une flèche horizontale) lorsque le solde d'opinions est compris entre -5 % et +5 %.

<b>EXEMPLES</b>					
<b>Activité</b>	<b>Charges d'exploit.</b>	<b>Trésorerie</b>	<b>Effectifs</b>	<b>Prix de vente</b>	<b>Délais de paiement clients</b>
↗ Hausse	↗ Allègement	↗ Amélioration	↗ Hausse	↗ Hausse	↗ Plus courts
↘ Baisse	↘ Alourdissement	↘ Détérioration	↘ Baisse	↘ Baisse	↘ Plus longs

### ***Compréhension des graphiques d'indicateurs économiques***

Les séries statistiques sont présentées sous la forme de données brutes ou corrigées des variations saisonnières (CVS) ou de moyennes mobiles d'ordre 3, afin d'obtenir un lissage des évolutions trop heurtées. Dans ce dernier cas, la courbe des données non lissées est superposée à la courbe lissée, qui reflète la tendance.

L'utilisation des moyennes mobiles d'ordre 3 consiste à retenir pour un point (mois ou trimestre), la moyenne des valeurs de ce point, du point précédent et du point suivant. Ainsi, par exemple, mai sera la valeur moyenne d'avril, mai et juin, juin celle de mai, juin et juillet, etc...





---

# *1. Vue d'ensemble*

---

*1.1 Les entreprises*

*1.2 Les ménages*

*1.3 Les indicateurs macroéconomiques*

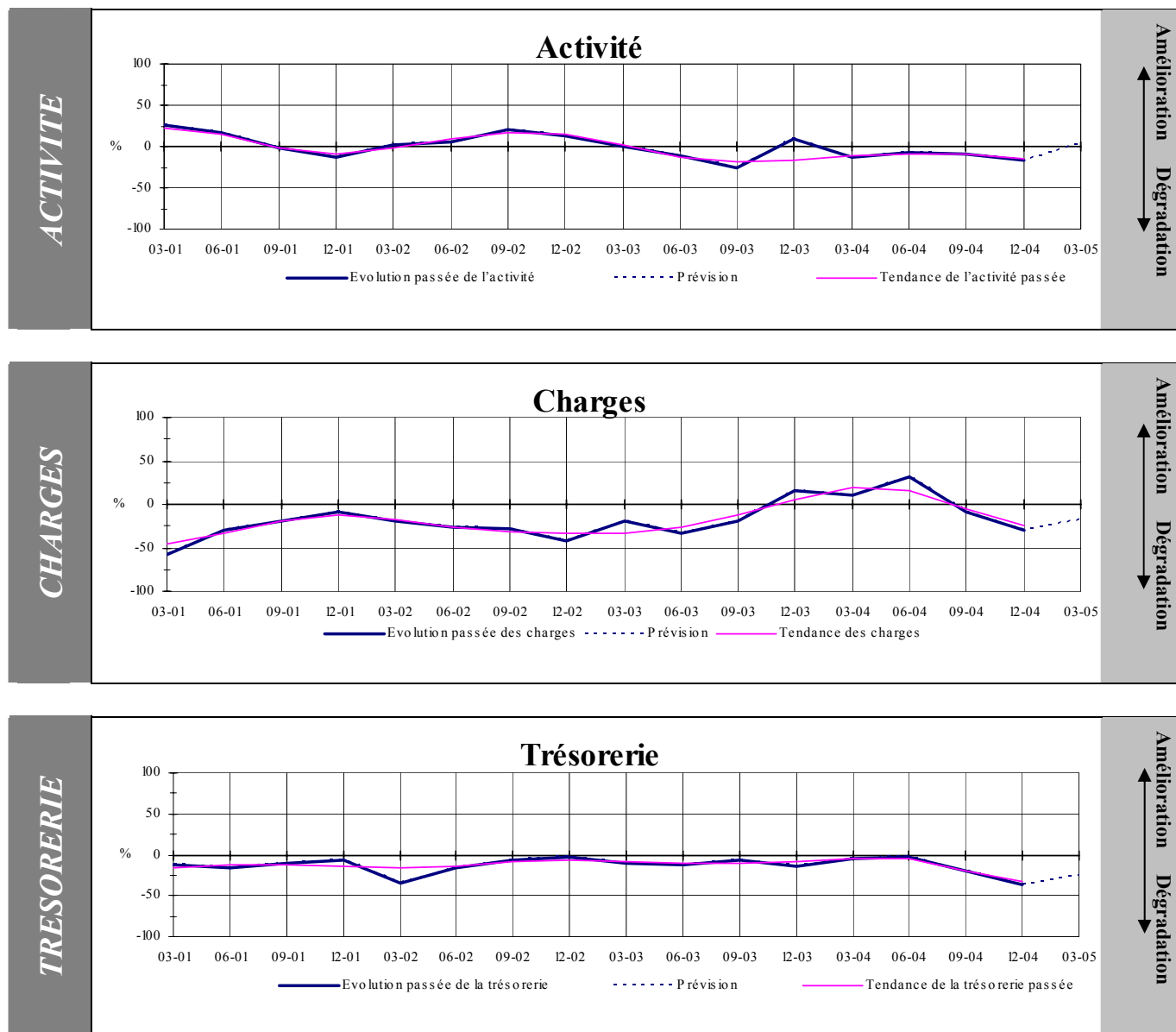
# 1. Vue d'ensemble

## 1.1 Les entreprises

### 1.1.1 Les opinions des dirigeants d'entreprises

Enquête d'opinions des dirigeants d'entreprise au 31 décembre 2004 réalisée auprès d'un échantillon de 253 entreprises dont 173 ayant répondu

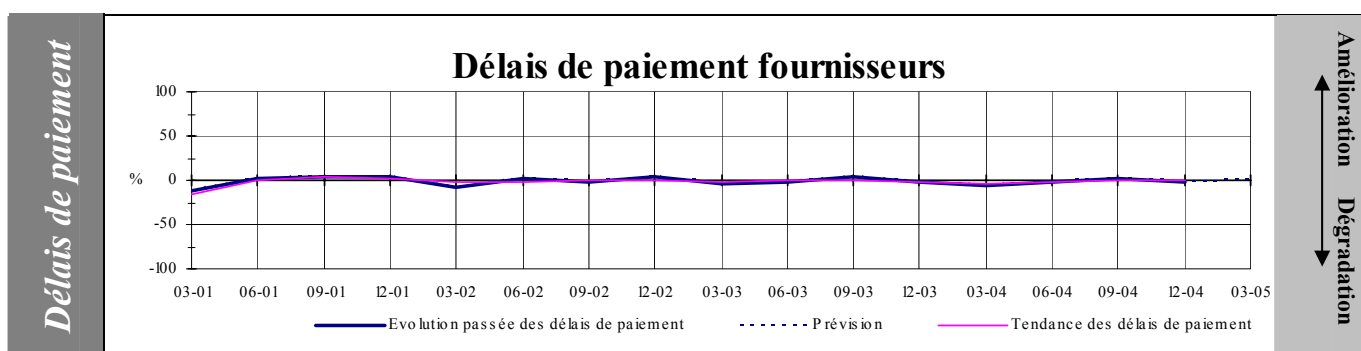
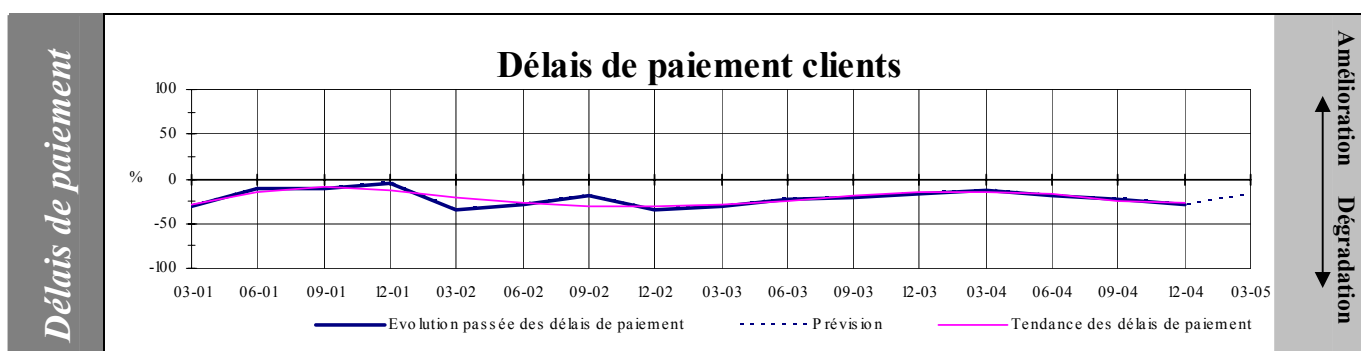
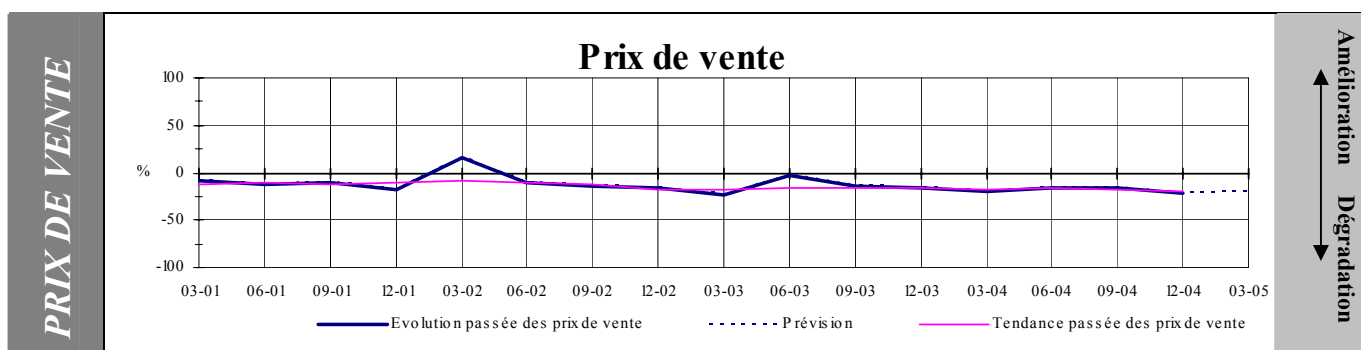
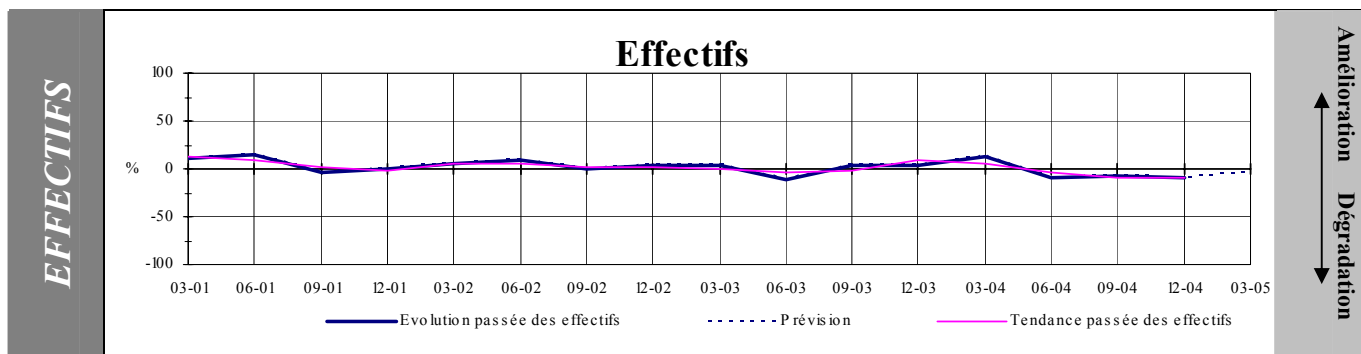
Soldes d'opinions<sup>1</sup> CVS avec un taux de représentativité de l'enquête de 24,5 %<sup>2</sup>



Source et réalisation: IEOM (données trimestrielles - cvs)

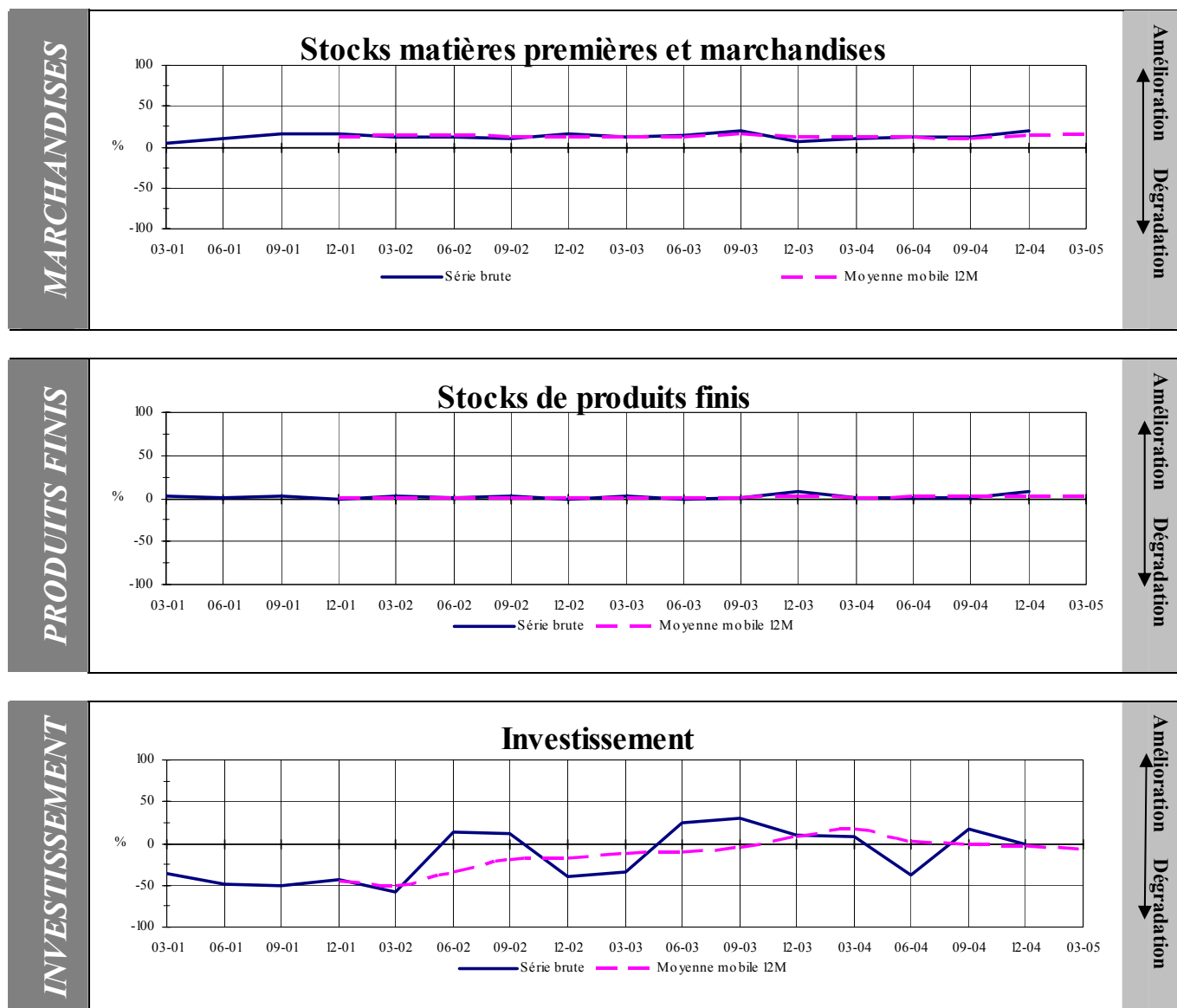
<sup>1</sup> La courbe des réalisations retranscrit les soldes d'opinion relatifs au trimestre écoulé, corrigés des variations saisonnières. La courbe des prévisions a été établie à partir des opinions des chefs d'entreprises pour le trimestre à venir, corrigées des variations saisonnières.

<sup>2</sup> Taux de représentativité de l'enquête = effectifs des entreprises ayant répondu à l'enquête / effectifs totaux déclarés à la CPS au 31 décembre 2003.



Source et réalisation: IEOM (données trimestrielles - cvs)

## 1.1 Les entreprises



### Commentaires :

Le dernier trimestre 2004 a clos une année relativement médiocre avec une activité au ralenti pour tous les secteurs analysés pour l'enquête de conjoncture.

Selon l'enquête, le nombre de salariés s'est restreint dans le commerce, le BTP et l'hôtellerie, alors que l'industrie, au contraire, a procédé à des embauches. Dans l'ensemble, les charges d'exploitation ont été considérées comme plus importantes qu'au trimestre précédent. L'orientation baissière des prix et l'accumulation des retards de règlement des clients a induit un déséquilibre de la trésorerie des entreprises. Le niveau des stocks de marchandises et de matières premières a été jugé plutôt excessif et celui des stocks de produits finis normal.

Les responsables qui ont répondu au questionnaire envisagent un léger mieux pour le premier trimestre 2005. Des licenciements pourraient encore avoir lieu, sans toutefois permettre d'allègement des charges d'exploitation. Sous l'effet de la diminution des prix et de l'allongement des délais de paiement de la clientèle, la situation de trésorerie des entreprises devrait rester défavorable.

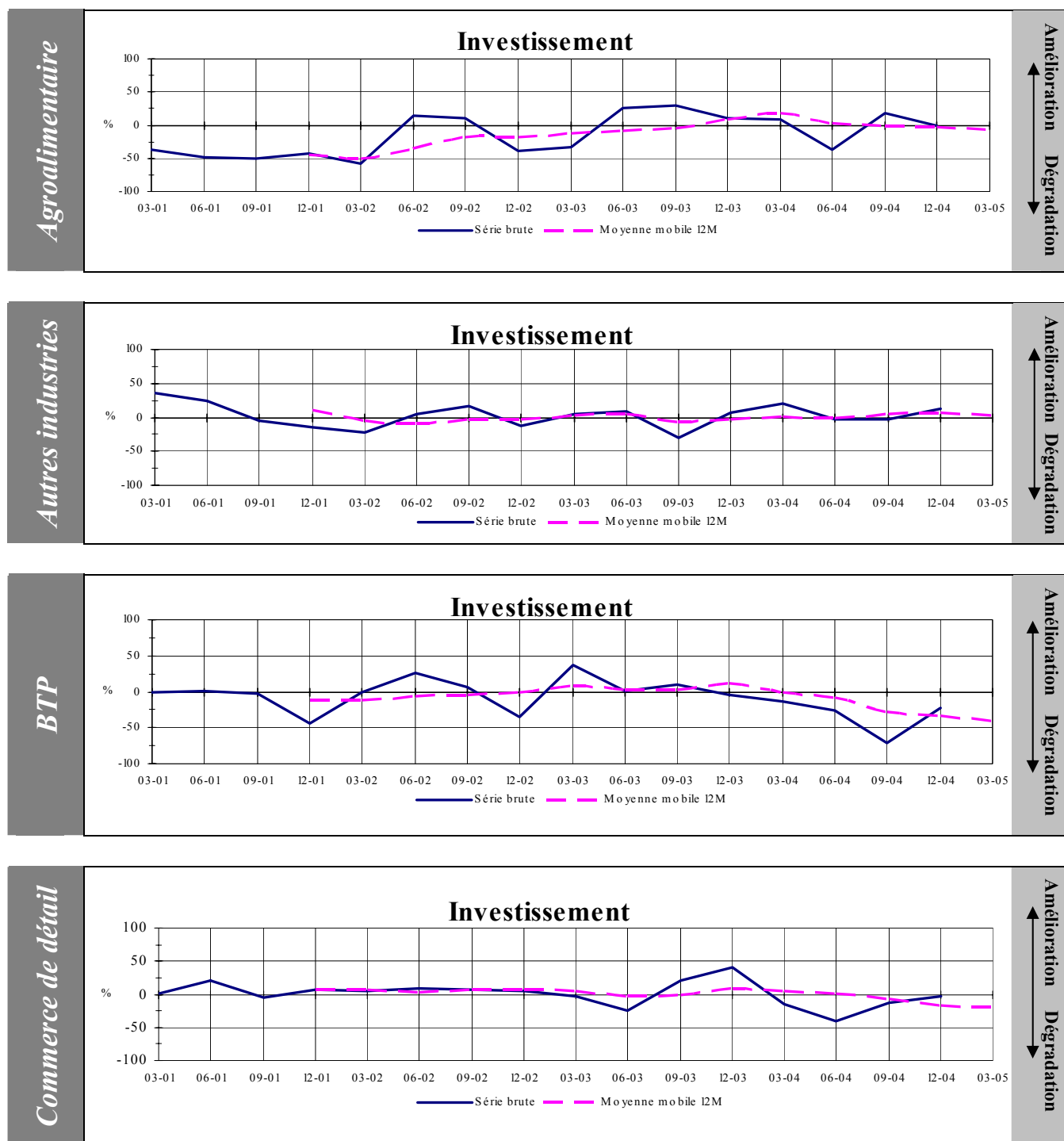


# 1.1 Les entreprises

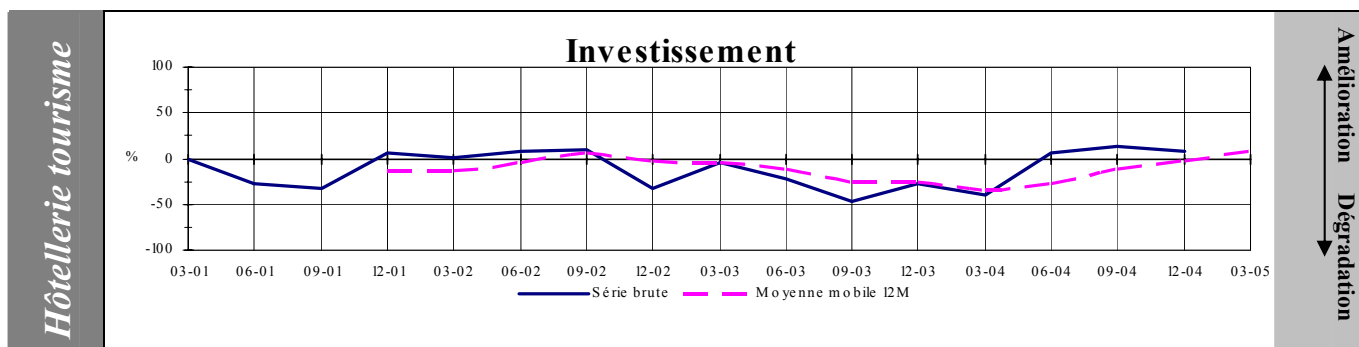
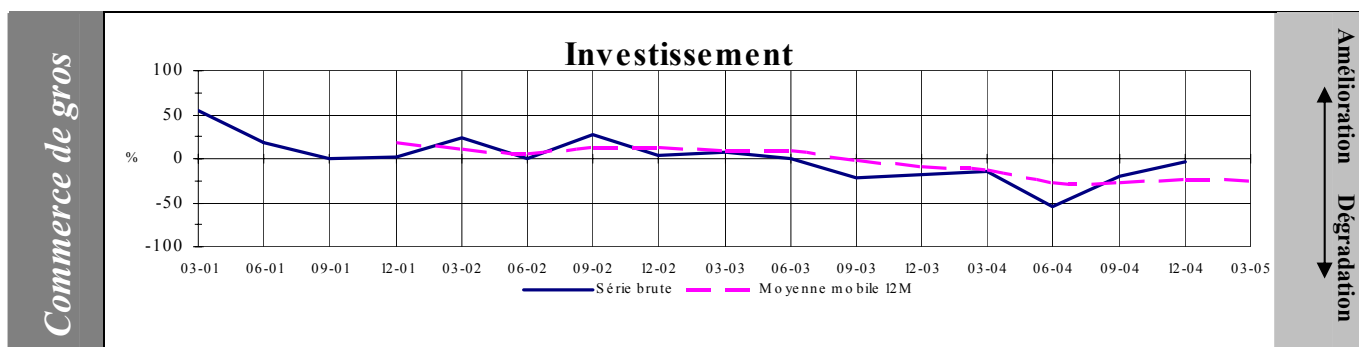
## 1.1.2 L'investissement des entreprises sur les 12 prochains mois

Enquête d'opinions des dirigeants d'entreprise au 31 décembre 2004

Soldes d'opinions<sup>1</sup> CVS



<sup>1</sup> La courbe des réalisations retranscrit les soldes d'opinion relatifs au trimestre écoulé, corrigés des variations saisonnières. La courbe des prévisions a été établie à partir des opinions des chefs d'entreprises pour le trimestre à venir, corrigées des variations saisonnières.



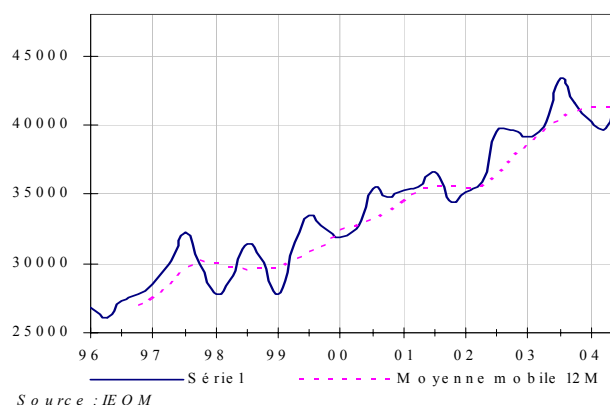
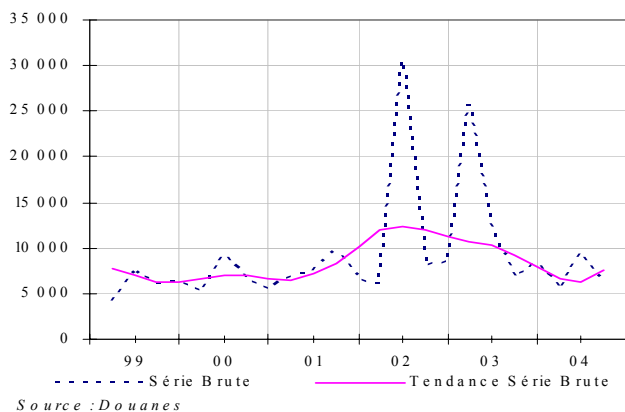
Source et réalisation: IEOM (données trimestrielles - cvs)

## Les biens d'équipement professionnels

## Le financement des investissements

### Importations de biens d'équipement professionnels (en millions de F CFP)

### Encours bancaire des crédits d'équipement (données brutes en millions de F CFP)



### Commentaires :

Pour la plupart des secteurs compris dans le champ de l'enquête de conjoncture, les intentions d'investissement exprimées au quatrième trimestre 2004 pour l'année à venir, ont été atones, voire en repli dans le cas du BTP. En cumul de janvier à novembre 2004, les importations de biens d'équipement ont atteint 24,8 milliards de F CFP contre 48,6 sur la même période en 2003 (ATN a acheté 2 Airbus en 2003), soit -48,9%.

En baisse depuis le début de l'année, l'encours des crédits d'équipement a progressé de 7,7% sur le dernier trimestre (42,8 milliards de F CFP contre 39,8 au troisième trimestre 2004), mais s'est tout de même inscrit en retrait de 1,4% sur l'année (43,4 milliards de F CFP au 31 décembre 2003).

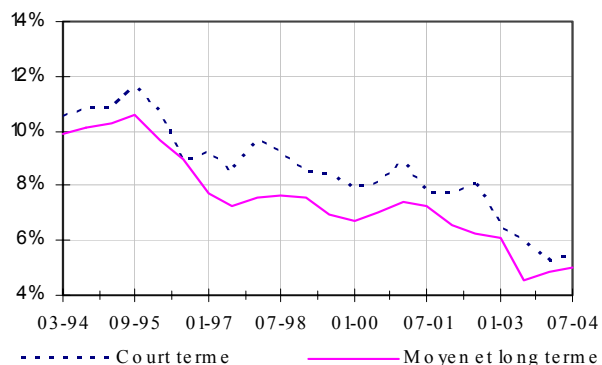
Selon les chefs d'entreprises qui ont répondu au questionnaire, la tendance devrait être inchangée (industrie, tourisme), voire devenir négative (BTP, commerce, agriculture).

# 1.1 Les entreprises

## 1.1.3 Les conditions de financement et les indicateurs de vulnérabilité

### Les conditions de financement

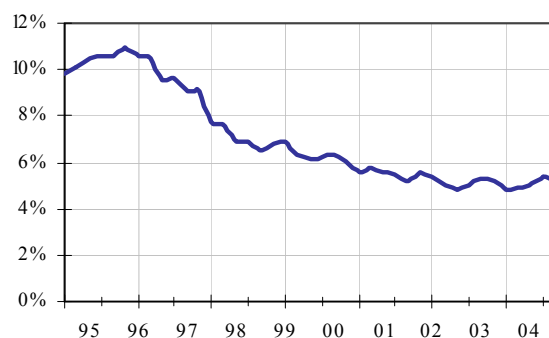
*Coût du crédit aux entreprises*



Source : IEOM

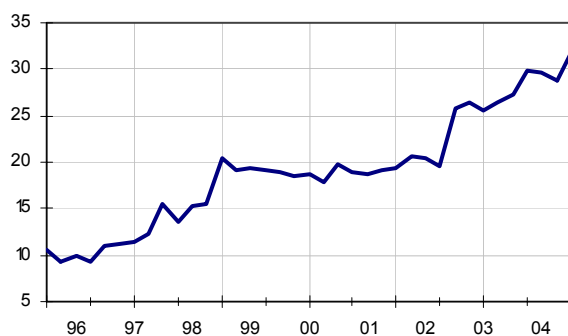
### Les indicateurs de vulnérabilité

*Ratio créances douteuses brutes/total des crédits*



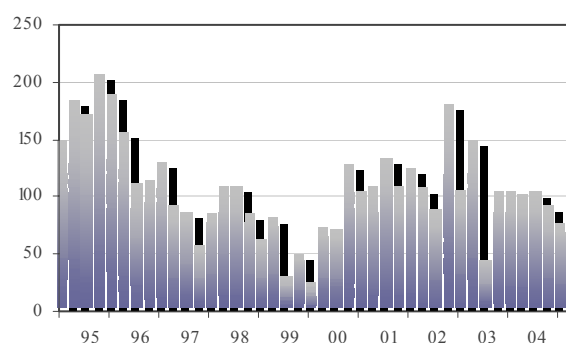
Source : IEOM

*Encours bancaires des crédits d'exploitation  
(en milliards de F CFP)*



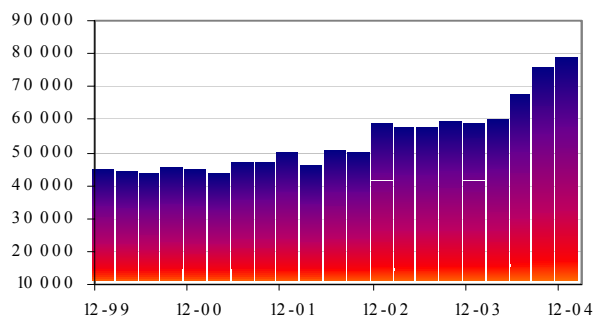
Source : IEOM

*Impayés sur effets  
(en cumul trimestriel)*



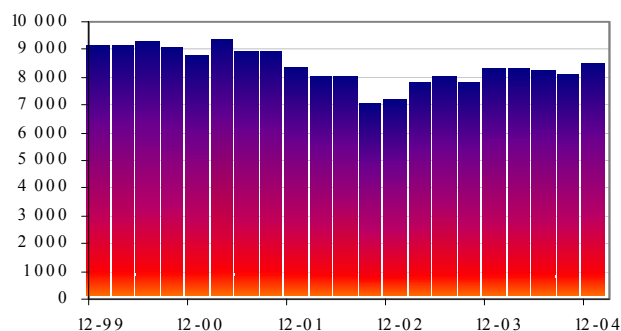
Source : IEOM

*Crédits moyen terme  
tous secteurs  
(en millions de F CFP)*



Source : IEOM - Service central des risques

*Créances douteuses tous secteurs  
(en millions de F CFP)*



Source : IEOM - Service central des risques



### **Commentaires :**

L'encours global des crédits à moyen terme s'est inscrit en hausse de 3,9% au quatrième trimestre 2004, avec de fortes progressions pour l'agriculture (+31,7%), le BTP (+11,5%), ainsi que les transports et communications (+10,5%). Les secteurs de l'industrie et des services aux entreprises ont respectivement crû de 4,6% et de 3,9%, tandis que le commerce (-5,6%) et l'hôtellerie (-1,8%) ont diminué. Sur l'année, l'encours global s'est élevé de 34,4% avec la contribution de l'ensemble des secteurs.

En baisse pour le deuxième trimestre de suite, -17,6% au quatrième, les incidents de paiement sur effets ont été au nombre de 75 (91 au troisième trimestre 2004). Sur l'année entière, 370 ont été répertoriés contre 398 l'année précédente, soit -7%. En revanche, les interdictions bancaires relatives aux personnes morales ont crû de 11,1% en glissement annuel (339 en décembre 2004 contre 305 un an auparavant).

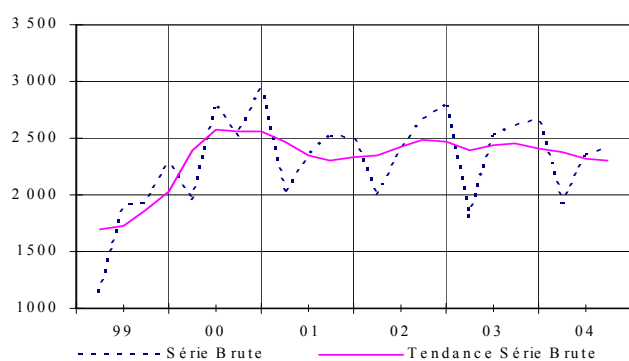
Au dernier trimestre 2004, l'encours des créances douteuses a augmenté de 5,7% par rapport au précédent. Cette évolution a concerné le BTP (+28,5%), le commerce (+19,6%), l'agriculture (+4,2%), les services aux entreprises (+2,9%) et l'hôtellerie (+1,2%), alors que l'industrie (-5,8%) et les transports et communications (-5,5%) enregistraient une baisse de sinistralité.

## 1.2 Les ménages

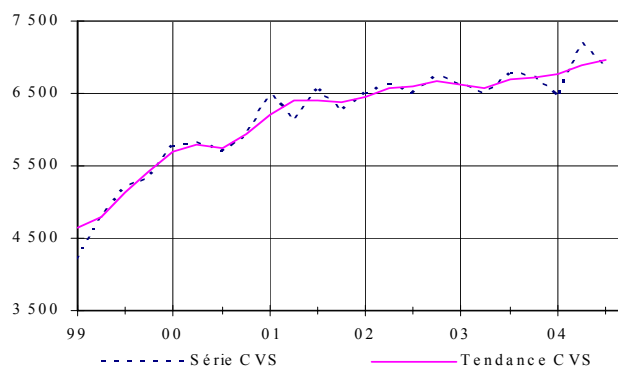
### 1.2 Les ménages

#### 1.2.1 L'évolution de la consommation des ménages

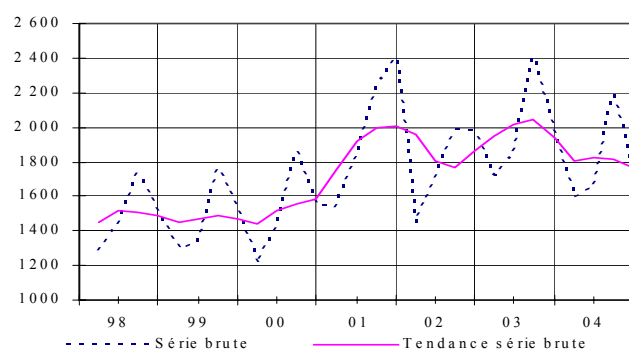
**Importations de biens d'équipement ménagers**  
(en millions de F CFP)



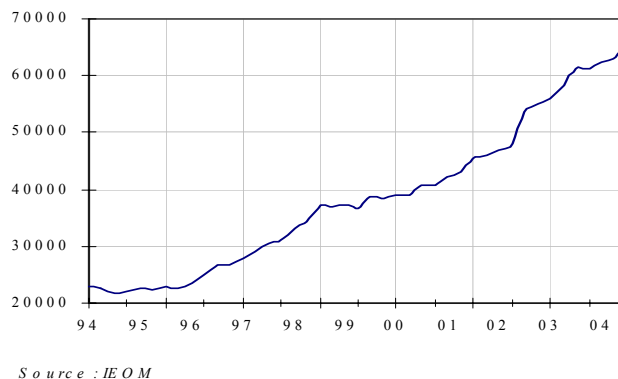
**Importations de produits alimentaires**  
(en millions de F CFP)



**Immatriculations de véhicules neufs**



**Encours bancaire de crédits à la consommation**  
(en millions de F CFP)



#### Commentaires :

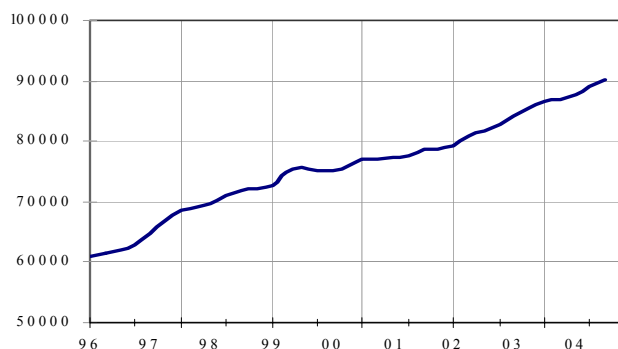
Sur les onze premiers mois de l'année (les chiffres du commerce extérieur de décembre 2004 ne sont pas disponibles à la réalisation de ce bulletin), les importations ont traduit le fléchissement de la consommation des ménages : si celles de produits agroalimentaires ont crû de 2,2% (24,5 milliards de F CFP en 2004 contre 24 l'année précédente), celles de biens d'équipement ménager, au contraire, ont reculé de 4,8% (8,3 milliards de F CFP contre 8,8 en 2003).

Les immatriculations de véhicules neufs se sont contractées de 20% sur le trimestre et de 10,6% en rythme annuel (1 752 au quatrième trimestre 2004, contre 2 189 au précédent et 1 959 un an plus tôt). Sur l'ensemble de l'année, 7 183 ont été recensées contre 7 928 l'année précédente, soit un repli de 9,4%.

L'encours des crédits bancaires à la consommation a continué de progresser : +4,9% sur le trimestre (66,3 milliards de F CFP contre 63,2 au troisième trimestre 2004) et +8,5% en glissement annuel (61,1 au 31 décembre 2003).

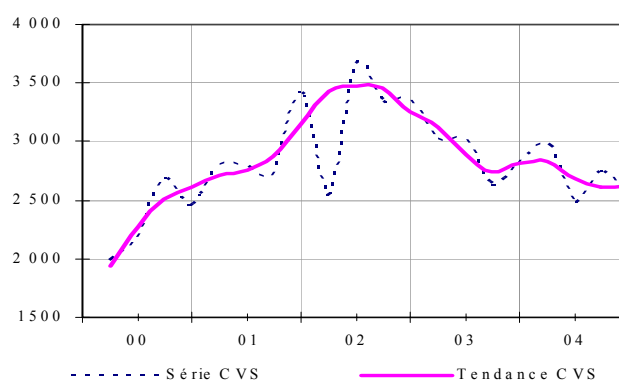
## 1.2.2 L'investissement immobilier des ménages

**Encours bancaires des crédits à l'habitat**  
(en milliards de F CFP)



Source : IEOM

**Montants des prêts à l'habitat octroyés par les banques** (en millions de F CF)



Source : Etablissements de crédit

### Commentaires :

Au quatrième trimestre 2004, l'encours des crédits bancaires à l'habitat s'est accru de 1,3% par rapport au précédent (90,2 milliards de F CFP contre 89 au troisième trimestre) et de 4,2% en comparaison annuelle (86,5 milliards de F CFP au quatrième trimestre 2003).

309 nouveaux prêts au logement ont été octroyés par les banques de la place, dont 148 pour l'habitat personnel et 161 pour des aménagements ou des réparations. Leur montant global s'est élevé à 2,6 milliards de F CFP, en hausse de 6,7% sur le trimestre (2,5 milliards de F CFP au troisième trimestre 2004), mais en retrait de 9% en glissement annuel (2,9 milliards de F CFP au quatrième trimestre 2003).

## 1.2 Les ménages

### 1.2.3 La vulnérabilité de la trésorerie des ménages

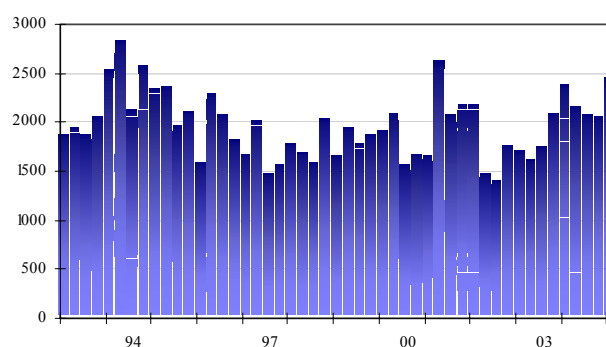
#### Les indicateurs de vulnérabilité liés à l'utilisation des moyens de paiement

*Incidents de paiement sur chèques  
(en cumul sur les 12 derniers mois)*



Source : IEOM

*Incidents de paiement sur chèques  
(en cumul trimestriel)*



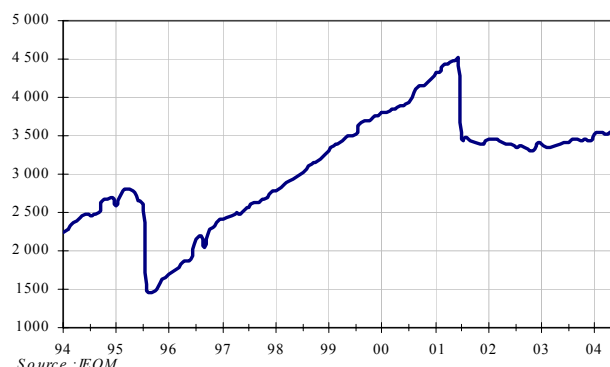
Source : IEOM

*Décisions de retraits de cartes bancaires  
(en cumul sur les 12 derniers mois)*



Source : IEOM

*Personnes physiques en interdictions bancaires*



Source : IEOM

#### Commentaires :

Au cours du quatrième trimestre 2004, 2 442 incidents de paiement sur chèques ont été recensés contre 2 367 au dernier trimestre 2003, soit +3,2% en rythme annualisé, et 48 retraits de cartes bancaires, deux fois moins qu'un an auparavant (96 au quatrième trimestre 2004).

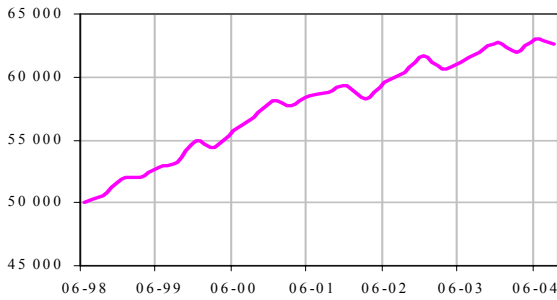
En glissement annuel, les interdictions bancaires concernant les personnes physiques se sont inscrites en hausse de 6,3% (3 623 en décembre 2004 contre 3 407 un an plus tôt).

L'encours des créances douteuses brutes a atteint 9,4 milliards de F CFP contre 7,6 le trimestre précédent, soit +24,7%.

## 1.3 Les indicateurs macroéconomiques

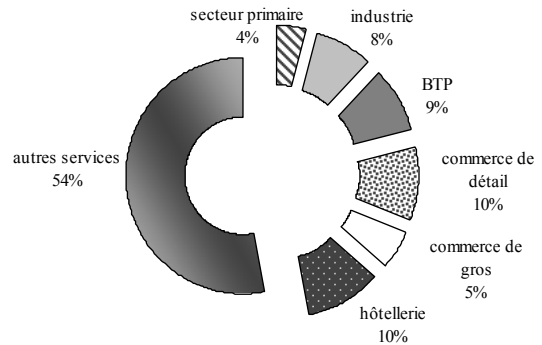
### L'emploi

*Salariés déclarés à la CPS*



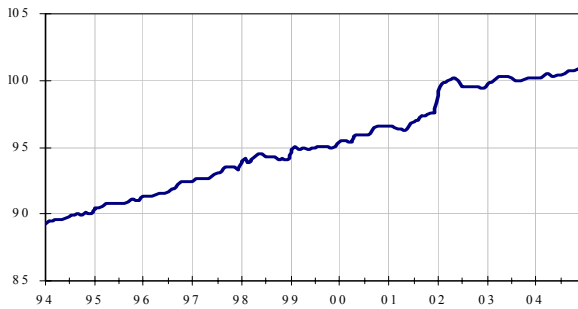
Source : Caisse de prévoyance sociale - IS PF

*Répartition par secteur au 30 septembre 2004*



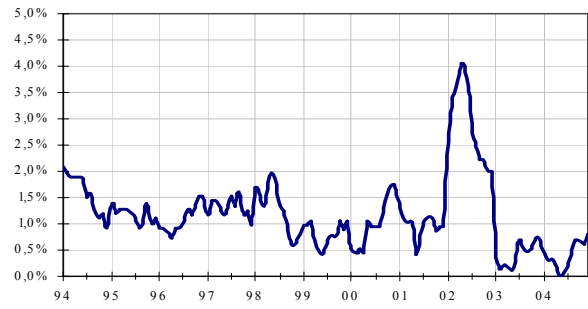
### Les prix

*Indice des prix à la consommation  
(base 100 = août 2003)*



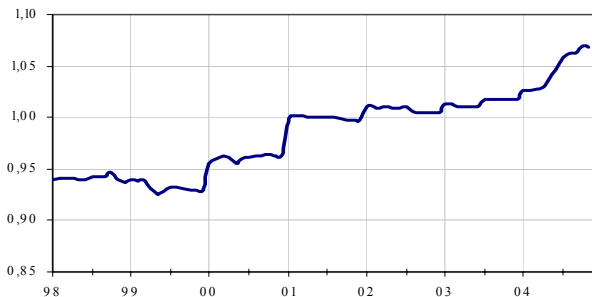
Source : IS PF

*Variation en glissement annuel des prix à la  
consommation (base 100 = août 2003)*



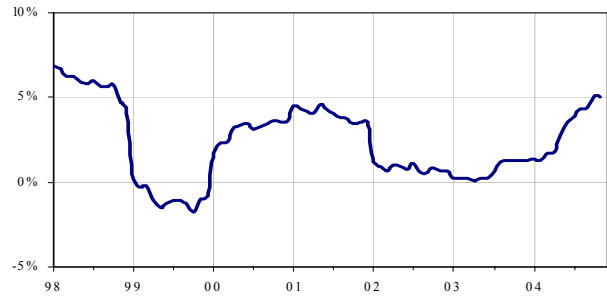
Source : IS PF

*Index général du BTP  
(Tous corps d'état BTP01 base 1<sup>er</sup> août 2001)*



Source : IS PF

*Variation en glissement annuel de l'index général du  
BTP (Tous corps d'état BTP01 base 1<sup>er</sup> août 2001)*

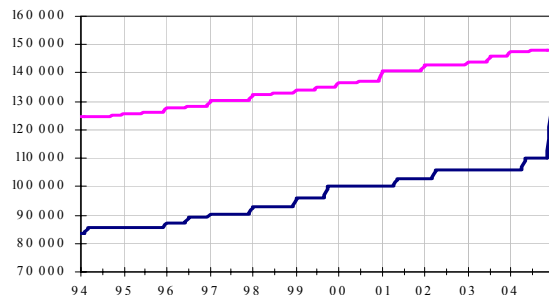


Source : IS PF

## 1.3 Les indicateurs macroéconomiques

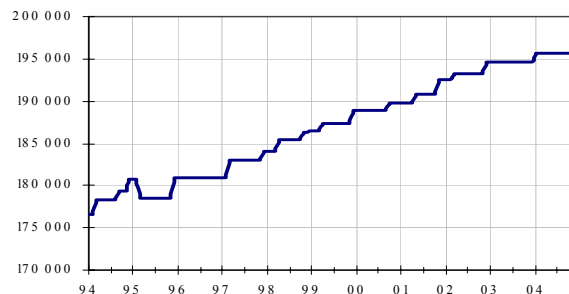
### Les salaires

**Smig et salaires du BTP**  
(en F CFP)



Source : Inspection du travail — Smig — Salaires BTP (OP 1)

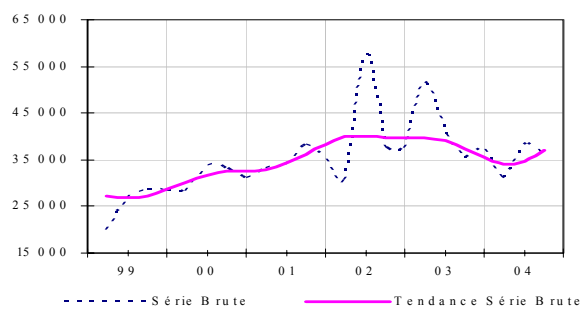
**Salaires conventionnels du secteur public agent de bureau**  
(en F CFP)



Source : Inspection du travail

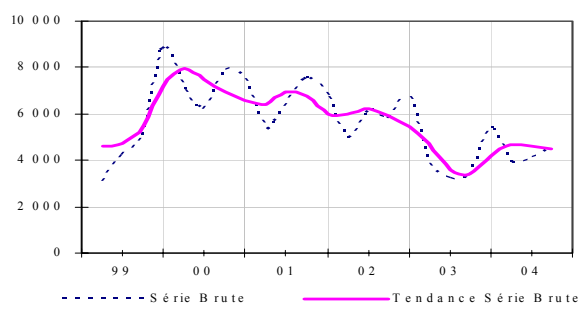
### Le commerce extérieur

**Importations**  
(en millions de F CFP)



Source : Douanes

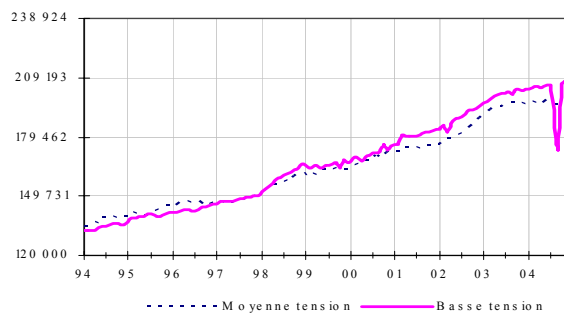
**Exportations**  
(en millions de F CFP)



Source : Douanes

### L'énergie

**Electricité facturée à EDT-Nord**  
(en cumul sur les 12 derniers mois et en milliers de KWh)



Source : Electricité Tahiti

### Commentaires :

En valeur cumulée sur les onze premiers mois de l'année, les échanges de biens avec l'étranger ont connu une légère amélioration, le taux de couverture étant passé de 9,2% sur la période en 2003 à 11,2% en 2004. Ceci s'explique par le recul de 16,1% en valeur des importations (126,1 milliards de F CFP contre 150,3 en 2003) et, dans une moindre mesure, par la hausse de 1,9% des exportations.

La contraction de 24,7% sur l'ensemble de l'année de la consommation d'énergie (300 905 contre 399 433 l'année précédente) a été suivie par celle de la production qui a enregistré -20% (356 070 Mkw en 2004 contre 444 824 en 2003). Cette évolution a concerné à la fois la basse tension (-24%) et la moyenne (-25,4%).

L'indice global des prix n'a progressé que de 0,8% en 2004 ; l'index général du BTP enregistré pour sa part une hausse en rythme annuel de 5% en novembre 2004.

En léger repli sur le troisième trimestre (-0,5%), l'emploi a conservé une tendance positive sur l'année (+3,7%). La revalorisation du SMIG à 125 000 F CFP à partir du 1<sup>er</sup> décembre 2004 a induit une augmentation concomitante de la plupart des salaires les plus bas dans les différents secteurs de l'économie.

### 1.3 Les indicateurs macroéconomiques

<b>COMMERCE EXTERIEUR</b> (Source : ISPF)	T4 03	T3 04	T4 04	Cumul 2004	Var. trimestrielle	Var. en glisst an.
<b>Importations</b>						
En valeur (en millions de F CFP)	37 300	35 985			-	-
En volume (en tonnes)	233 238	228 742			-	-
<b>Exportations</b>						
En valeur (en millions de F CFP)	5 365	4 567			-	-
En volume (en tonnes)	8 173	5 108			-	-
<b>Taux de couverture</b>	<b>14,4%</b>	<b>12,7%</b>			-	-

<b>ENERGIE</b> (Source : EDT)	T4 03	T3 04	T4 04	Cumul 2004	Var. trimestrielle	Var. en glisst an.
<b>Electricité produite</b> (en MWh)	<b>113 799</b>	<b>113 015</b>	<b>124 996</b>	<b>356 070</b>	<b>10,6%</b>	<b>9,8%</b>
<b>Electricité consommée</b> (en MWh)	<b>101 067</b>	<b>93 811</b>	<b>104 190</b>	<b>300 905</b>	<b>11,1%</b>	<b>3,1%</b>
Basse tension	50 606	48 408	52 623	154 498	8,7%	4,0%
Moyenne tension	50 461	45 403	51 567	146 407	13,6%	2,2%

<b>PRIX</b> (Source : ISPF)	déc-03	sept-04	déc-04	Var. trimestrielle	Var. en glisst an.
Indice des prix à la consommation (base 100 : août 2003)	100,2	100,7	101,0	0,3%	0,8%

<b>EMPLOI</b> (Source : CPS)	T3 03	T2 04	T3 04	Var. trimestrielle	Var. en glisst an.
Nombre de salariés déclarés à la CPS (1)	60 379	62 979	62 639	-0,5%	3,7%

(1) Moyenne sur trois mois

<b>SALAIRES MENSUELS BRUTS</b>	déc-02	déc-03	déc-04	Var. en glissement annuel	
				2004/2003	2003/2002
Traitement de la fonction publique - Agent de bureau 1er éch. INM 215	194 628	194 628	195 600	0,5%	0,0%
Salaire minimum interprofessionnel garanti	105 985	105 985	125 000	17,9%	0,0%
Salaires de l'industrie - employé 1er échelon	116 465	119 512	127 373	6,6%	2,6%
Salaires du BTP - OP 1	142 664	145 938	148 133	1,5%	2,3%
Salaires du commerce - employé 1ère catégorie	107 307	109 668	125 000	14,0%	2,2%
Salaires de l'hôtellerie - employé 1ère catégorie	115 496	118 395	125 000	5,6%	2,5%
Salaires des banques et sociétés financières - employé 1ère catégorie	105 399	105 925	125 000	18,0%	0,5%



---

## *2. Analyse sectorielle*

---

*2.1 Secteur primaire*

*2.2 Industrie agroalimentaire*

*2.3 Autres industries*

*2.4 Bâtiment et travaux publics*

*2.5 Commerce*

*2.6 Hôtellerie – Tourisme*

*2.7 Services marchands*

## 2. Analyse sectorielle

### 2.1 Secteur primaire

Un nouveau secteur est introduit pour l'enquête du quatrième trimestre 2004 ; il s'agit du secteur primaire qui regroupe des entreprises agricoles (cultures maraîchères, fruitières et horticoles, élevage) et liées à la mer (pêche, aquaculture, perliculture).

#### Opinions des dirigeants d'entreprise du secteur " Agriculture " <sup>1</sup> au 31 décembre 2004

EVOLUTION					
Par rapport au troisième trimestre 2004					
Activité	Charges d'exploitation	Trésorerie	Effectifs	Prix de vente	Délais de paiement clients
↘ en baisse	↘ alourdissement	→ stable	↘ en baisse	↗ en hausse	↘ allongement

PREVISIONS					
Pour le premier trimestre 2005					
Activité	Charges d'exploitation	Trésorerie	Effectifs	Prix de vente	Délais de paiement clients
↘ en baisse	↘ alourdissement	↘ dégradation	↘ en baisse	→ stables	→ stables

CLIMATOLOGIE
au quatrième trimestre 2004
+ favorable

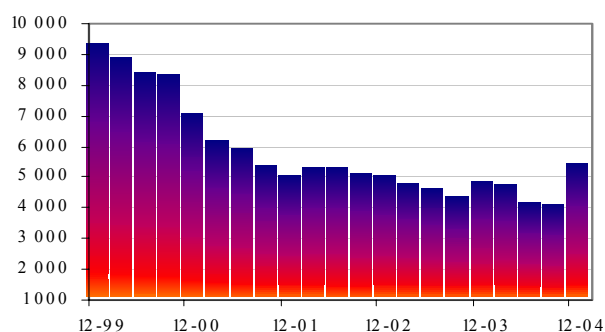
<sup>1</sup> L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 22 entreprises du secteur primaire dont 14 ayant répondu.

### Commentaires :

Selon les chefs d'entreprises du secteur primaire, l'année 2004 ne s'est pas achevée sur une note positive. Ils ont donc eu tendance à opérer des délestages de personnel ; malgré cela, leurs charges d'exploitation se sont révélées excessives. En revanche, leur trésorerie s'est maintenue à l'équilibre grâce à la hausse des prix de vente et malgré l'allongement des délais de paiement des clients. Les conditions climatiques ont été perçues comme favorables.

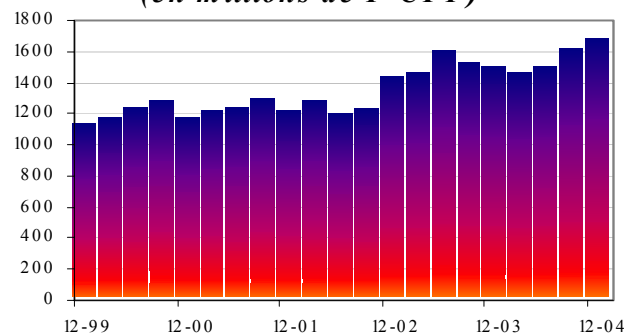
Aucune amélioration n'est escomptée pour le démarrage de l'année 2005. De nouvelles compressions d'effectifs devraient avoir lieu, mais sans effet bénéfique sur les charges d'exploitation. La situation de trésorerie des entreprises du secteur pourrait se retourner sous l'effet de la stagnation des prix de vente.

**Crédits moyen Terme**  
**Secteur primaire**  
(en millions de F CFP)



Source : IEOM -Service central des risques

**Créances douteuses**  
**Secteur primaire**  
(en millions de F CFP)



Source : IEOM -Service central des risques

<b>PRODUCTION en tonnes</b> (Source : Caisse de soutien des prix)	T4 03	T3 04	T4 04	Var. trimestrielle	Var. en glisss an.
Coprah	2 376,7	2 403,4	2 159,6	-10,1%	-9,1%

<b>EXPORTATIONS en tonnes</b> (Source : ISPF)	T4 03	T3 04	T4 04	Var. trimestrielle	Var. en glisss an.
Vanille	4,7	1,9	nc	-	-
Perles	3,9	2,1	nc	-	-
Poissons et crustacés	289,1	229,4	nc	-	-

## 2.1 Secteur primaire

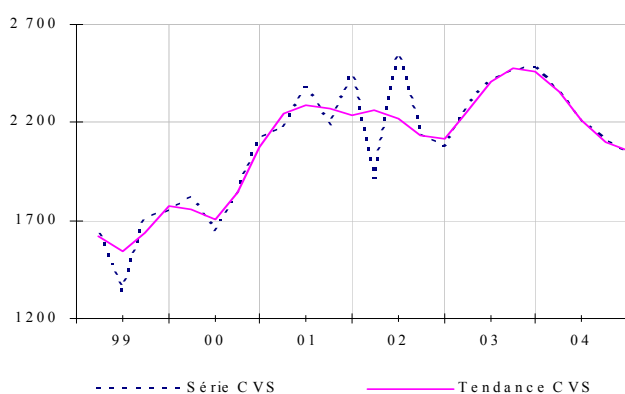
### Agriculture

#### Commentaires :

La production de **coprah** s'est inscrite en retrait de 10,1% sur le trimestre et de 9,1% en glissement annuel (2 160 tonnes au quatrième trimestre 2004 contre 2 403 au précédent et 2 377 un an auparavant). En cumul sur l'année, elle a reculé de 15,1% (7 929 tonnes contre 9 338 en 2003). La raison principale est la réorientation des coprahculteurs vers d'autres activités telles que la perliculture ou la culture du nono.

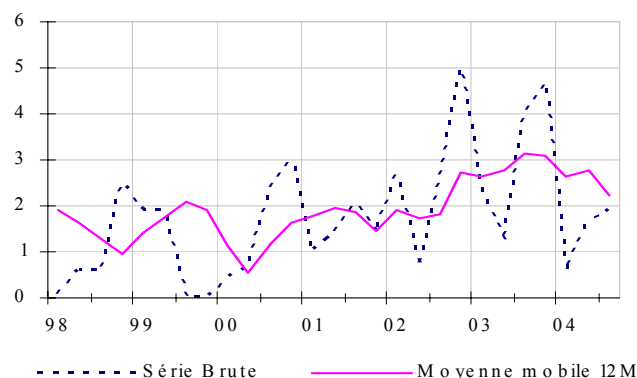
Entre janvier et novembre 2004, les exportations de **vanille** se sont élevées à 5,5 tonnes, en repli de près de la moitié par rapport à la même période en 2003 (10,3 tonnes). Après quelques années d'expansion, le cours international de la vanille, qui avait atteint les 500 dollars US le kilo, est retombé en raison d'une récolte mondiale 2004/2005 très abondante. Sur la même période, les exportations de **fleurs coupées** se sont effondrées : 0,7 tonne contre 5 en 2003.

**Coprah entré en silos**  
(en tonnes)



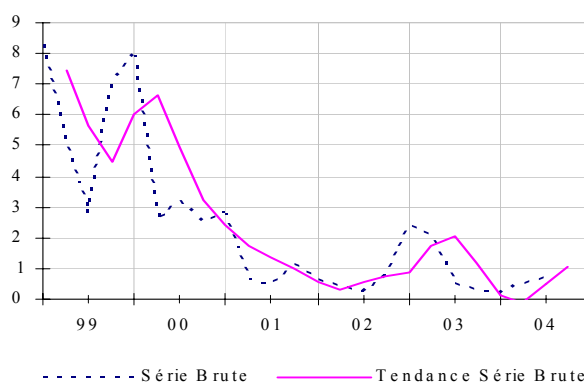
Source : ISPF

**Exportations de vanille**  
(en tonnes)



Source : ISPF

**Exportations de vanille**  
(en tonnes)



Source : ISPF

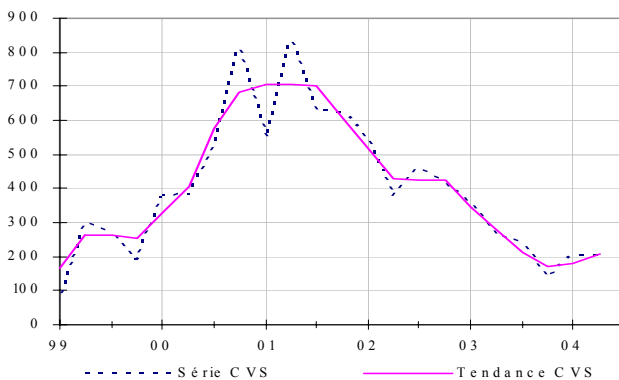
Pêche et perliculture

Commentaires :

Pour les onze premiers mois de 2004, les performances de la **pêche** sont restées en deçà de celles de l'année précédente : les exportations de poissons ont seulement atteint 694 tonnes contre 1 068 sur la même période en 2003, soit -35,1%. Néanmoins, l'effort de pêche s'est de nouveau accru ; deux thoniers construits localement sont venus étoffer la flotte polynésienne en décembre.

En cumul de janvier à novembre 2004, les exportations de **perles brutes** ont progressé de 2,5% en volume (8,9 tonnes en 2004 contre 8,7 en 2003), mais se sont repliées de 16,1% en valeur (7,3 milliards de F CFP en 2004 contre 8,7 l'année précédente).

Exportations de poissons et crustacés  
(en tonnes)



Source : ISPF

Exportations de perles brutes  
(en millions de F CFP)

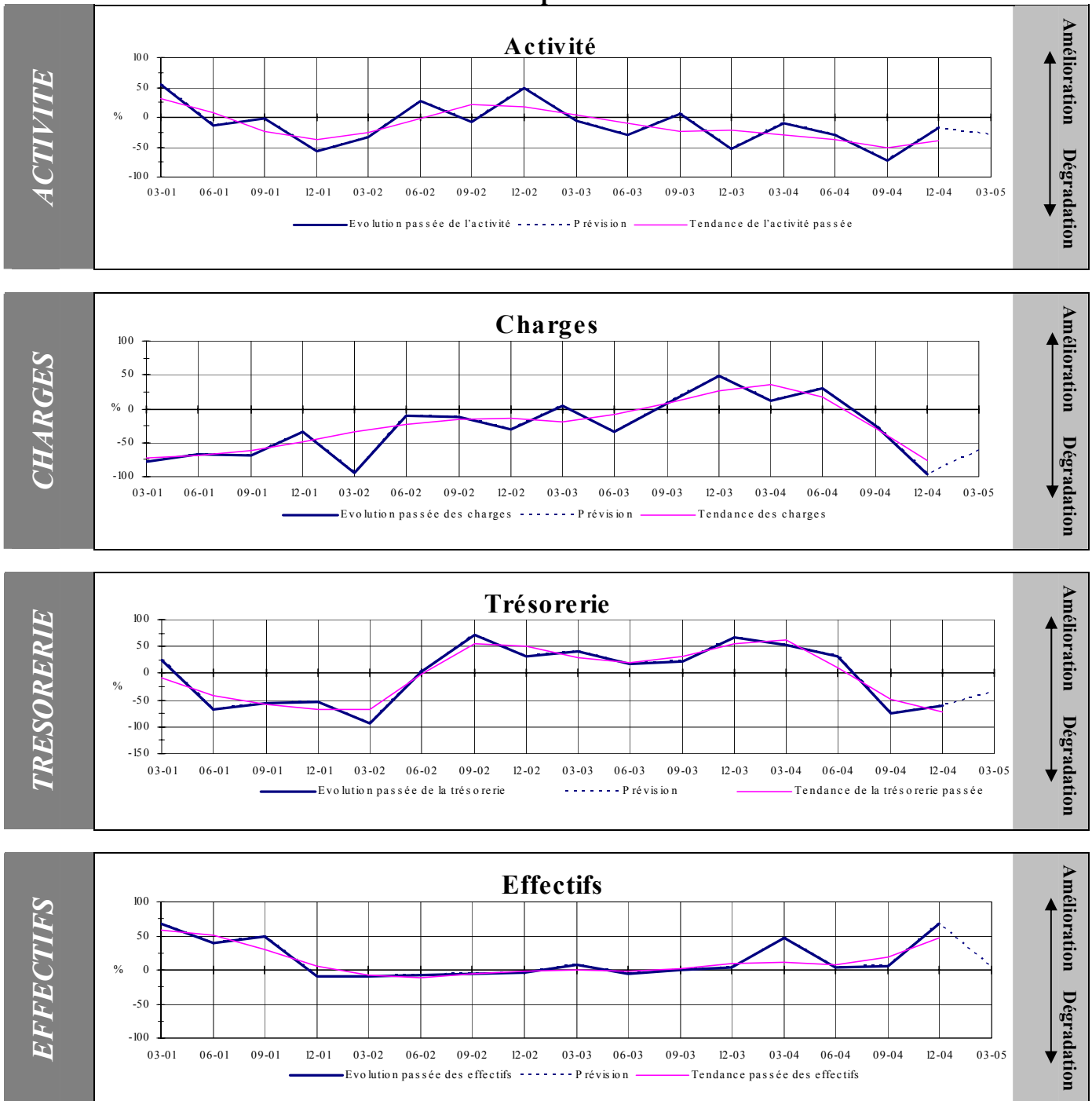


Source : ISPF

## 2.2 Industrie agroalimentaire

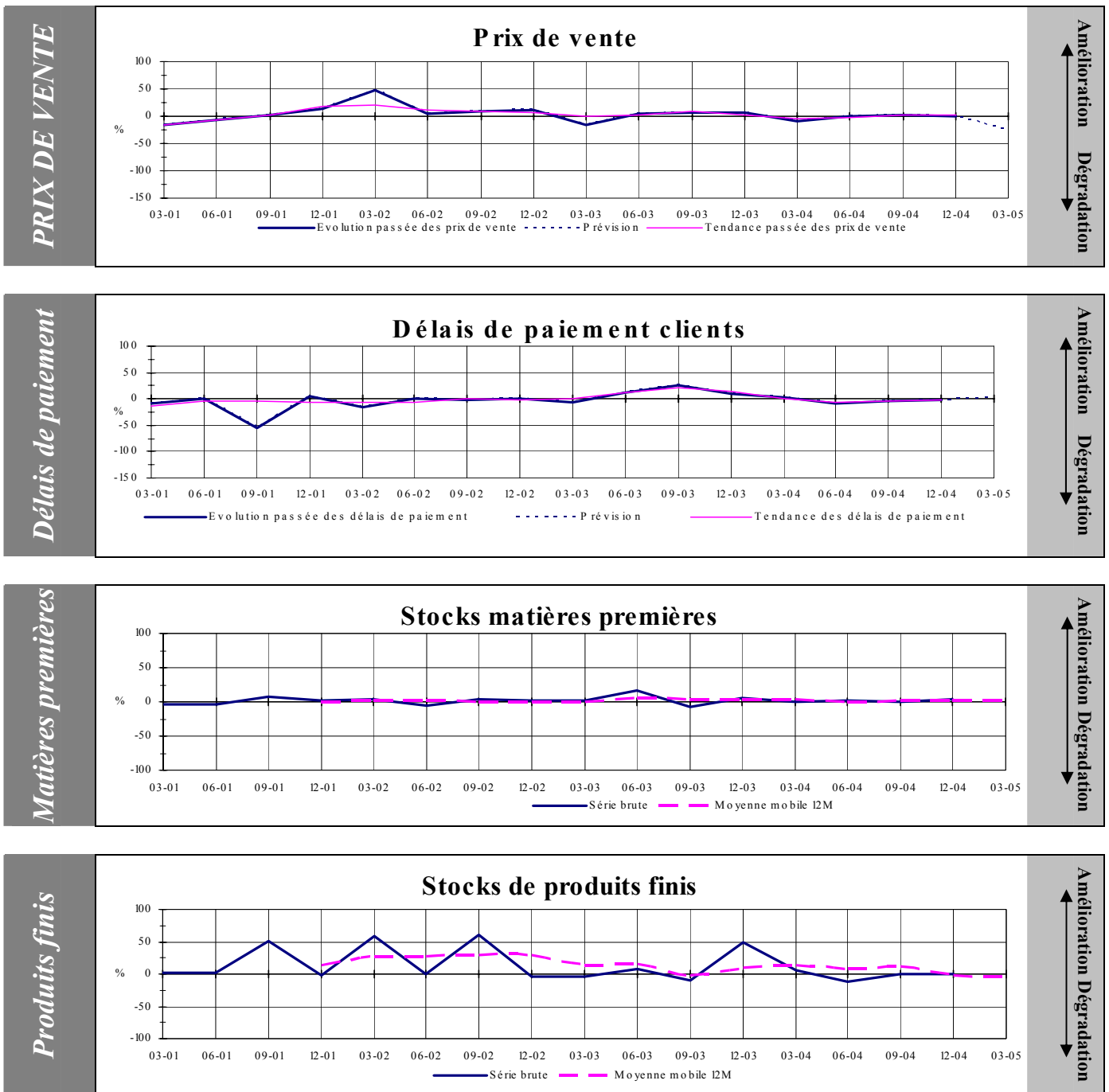
### 2.2 Industrie agroalimentaire

Opinions des dirigeants d'entreprise du secteur " Agroalimentaire " <sup>1</sup>  
 au 31 décembre 2004  
 Soldes d'opinions <sup>2</sup> CVS



<sup>1</sup> L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 17 entreprises du secteur agroalimentaire dont 10 ayant répondu.

<sup>2</sup> La courbe des réalisations retranscrit les soldes d'opinion relatifs au trimestre écoulé, corrigés des variations saisonnières. La courbe des prévisions a été établie à partir des opinions des chefs d'entreprises pour le trimestre à venir, corrigées des variations saisonnières.



Source et réalisation: IEOM (données trimestrielles - cvs)

## 2.2 Industrie agroalimentaire

### Commentaires :

Malgré une fin d'année un peu plus animée que les trimestres passés, le courant d'affaires a été insuffisant selon les responsables de l'industrie agroalimentaire interrogés à l'occasion de l'enquête de conjoncture du quatrième trimestre 2004. En octobre, huit entreprises polynésiennes, sous l'égide de la Chambre de commerce, d'industrie, des services et des métiers (CCISM) ont participé à Paris au Salon international de l'alimentation, tremplin utile pour pénétrer le marché européen de l'agroalimentaire.

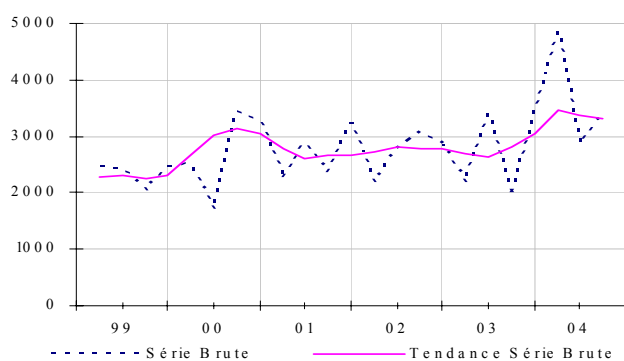
Les exportations de produits agroalimentaires ont atteint 12 618 tonnes sur les onze premiers mois de l'année, en hausse de 27,5% par rapport à la même époque en 2003 (9 899 tonnes). Celles de nono (jus et purée) ont progressé de 55,8% en volume (5 591 tonnes de janvier à novembre 2004 contre 3 587 sur la même période en 2003) et celles d'alcool de 62,2% (637 697 litres en 2004 contre 393 262 en 2003).

Conformément aux anticipations de redémarrage du troisième trimestre, des embauches ont été effectuées au dernier trimestre 2004, ce qui a lourdement pesé sur les charges d'exploitation. Avec des prix de vente et des délais de règlement de la clientèle stables, la situation de trésorerie des entreprises agroalimentaires ne s'est pas améliorée. Quant aux stocks de matières premières et de produits finis, ils ont été considérés comme normaux.

Après avoir attendu la reprise plusieurs trimestres, les professionnels de l'agroalimentaire semblent y renoncer dans l'immédiat et voient le début de 2005 plutôt négatif. De ce fait, ils comptent réduire leur personnel, espérant du même coup alléger leurs charges d'exploitation. Pour les prix de vente et les délais de paiement, la situation devrait être la même qu'au trimestre précédent, ce qui ne devrait pas empêcher un léger redressement de la trésorerie des sociétés du secteur.

### Exportations de produits agricoles et alimentaires

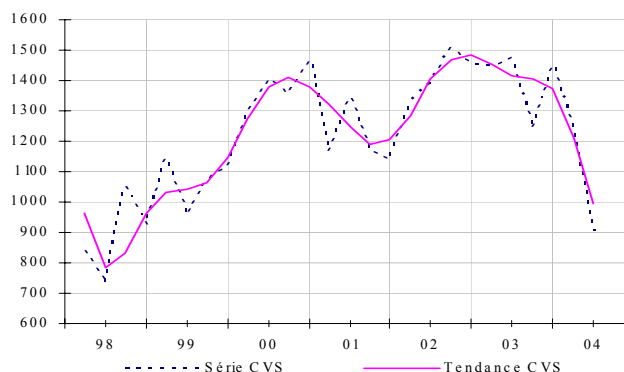
(en tonnes)



Source : ISPF

### Production d'huile de coprah brute

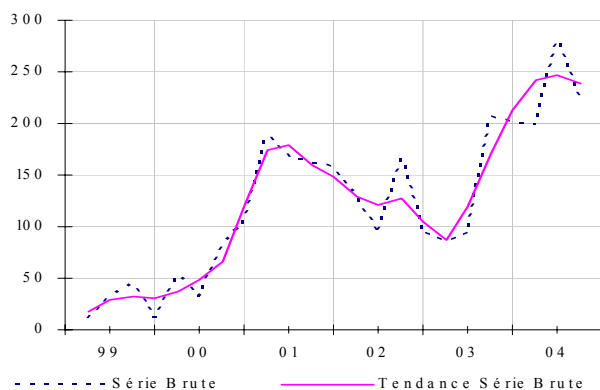
(en tonnes)



Source : Huilerie de Tahiti

### Exportations de jus de fruits

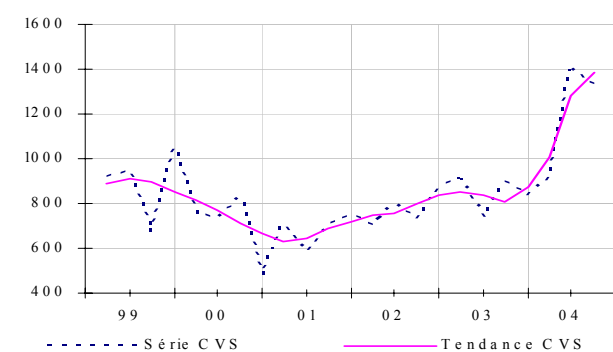
(en tonnes)



Source : ISPF

### Exportations de confitures, gelées et purées de fruits

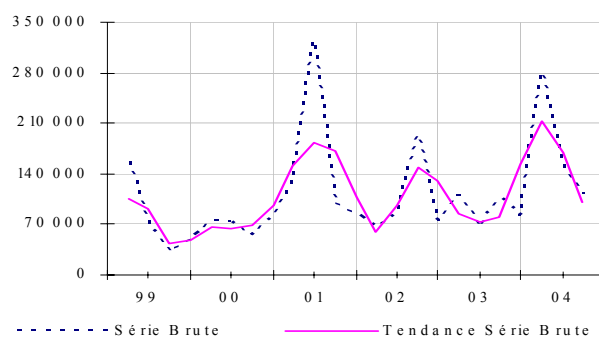
(en tonnes)



Source : Douanes



### Exportations de bières et alcools (en litres)



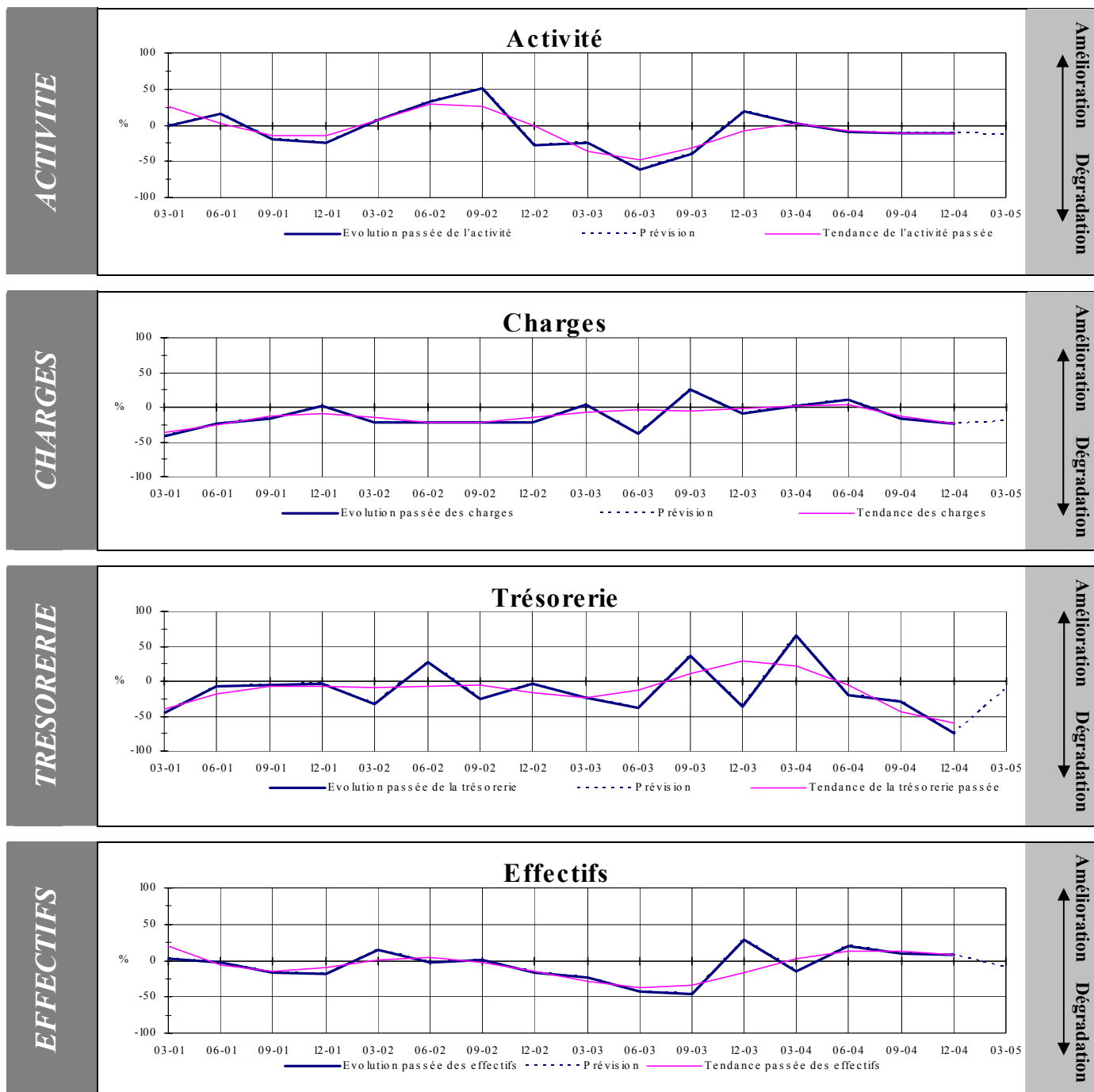
Source : ISPF

<b>EXPORTATIONS en tonnes</b> (Source : ISPF)	T4 03	T3 04	T4 04	Var. trimestrielle	Var. en glisst an.
Produits alimentaires	3 389,3	3 402,2	nc	-	-
Nono (purée et jus)	966,0	1 628,4	nc	-	-

## 2.3 Autres industries

### 2.3 Autres industries

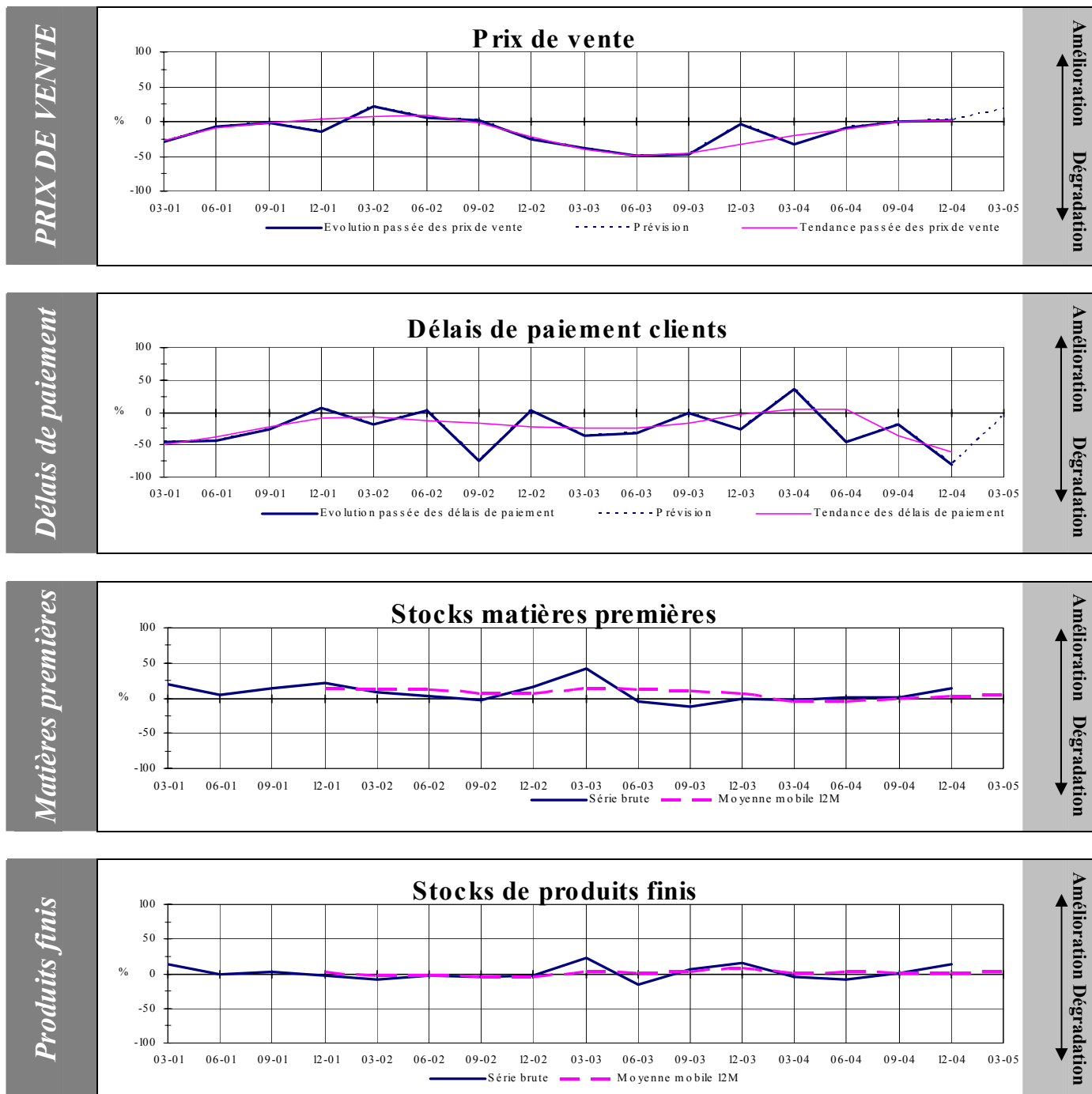
Opinions des dirigeants d'entreprise du secteur "Autres industries"<sup>1</sup>  
 au 31 décembre 2004  
 Soldes d'opinions<sup>2</sup> CVS



Source et réalisation: IEOM (données trimestrielles - cvs)

<sup>1</sup> L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 30 entreprises de l'industrie hors agroalimentaire dont 22 ayant répondu.

<sup>2</sup> La courbe des réalisations retranscrit les soldes d'opinion relatifs au trimestre écoulé, corrigés des variations saisonnières. La courbe des prévisions a été établie à partir des opinions des chefs d'entreprises pour le trimestre à venir, corrigées des variations saisonnières.



## 2.3 Autres industries

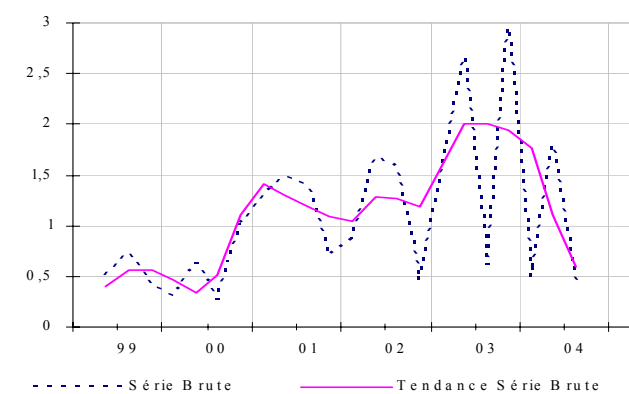
### Commentaires :

Pour l'industrie, le dernier trimestre aura été à l'image de l'ensemble de l'année, plutôt morose. Pourtant, la politique de l'emploi a conservé une orientation positive, aggravant les charges d'exploitation. La trésorerie des entreprises industrielles s'est dégradée, en raison de la stabilité des prix de vente et surtout des retards de paiement de la clientèle. Enfin, les stocks de matières premières comme ceux de produits finis ont été jugés supérieurs à la normale par les dirigeants qui ont répondu au questionnaire de l'enquête.

Alors que les exportations de savons se sont tassées sur les onze premiers mois de l'année de 52,2% par rapport à la même période en 2003 (3,2 tonnes en 2004 contre 6,7 l'année précédente), celles de monoï ont crû de 15,4% (227,6 tonnes contre 197,2 en 2003).

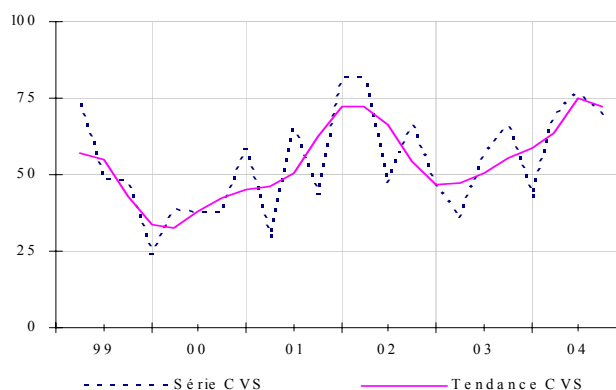
Les chefs d'entreprises ne se montrent pas enthousiastes pour le début de 2005 qui devrait ressembler à la fin de 2004. Les restrictions de personnel envisagées ne devraient pas permettre un allègement significatif des charges d'exploitation. En revanche, une amélioration de la situation de trésorerie des entreprises est attendue, obtenu grâce à des hausses tarifaires et une plus grande régularité dans les règlements des clients.

**Exportations de savons**  
(en tonnes)



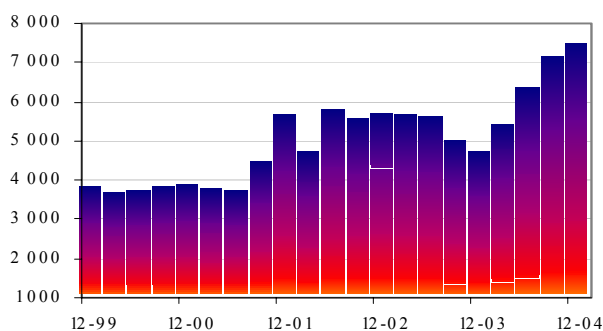
Source : Douanes

**Exportations de monoï et produits dérivés**  
(en tonnes)



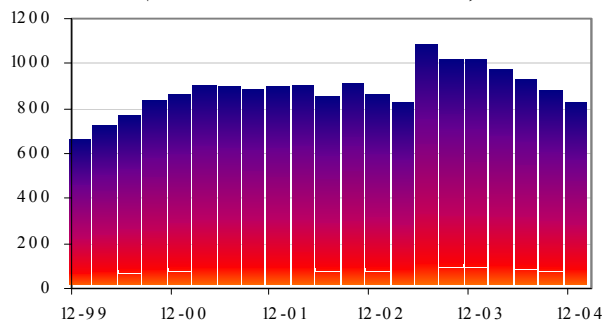
Source : Douanes

**Crédits moyen terme**  
**Industrie**  
(en millions de F CFP)



Source : IEOM - Service central des risques

**Créances douteuses**  
**Industrie**  
(en millions de F CFP)



Source : IEOM - Service central des risques

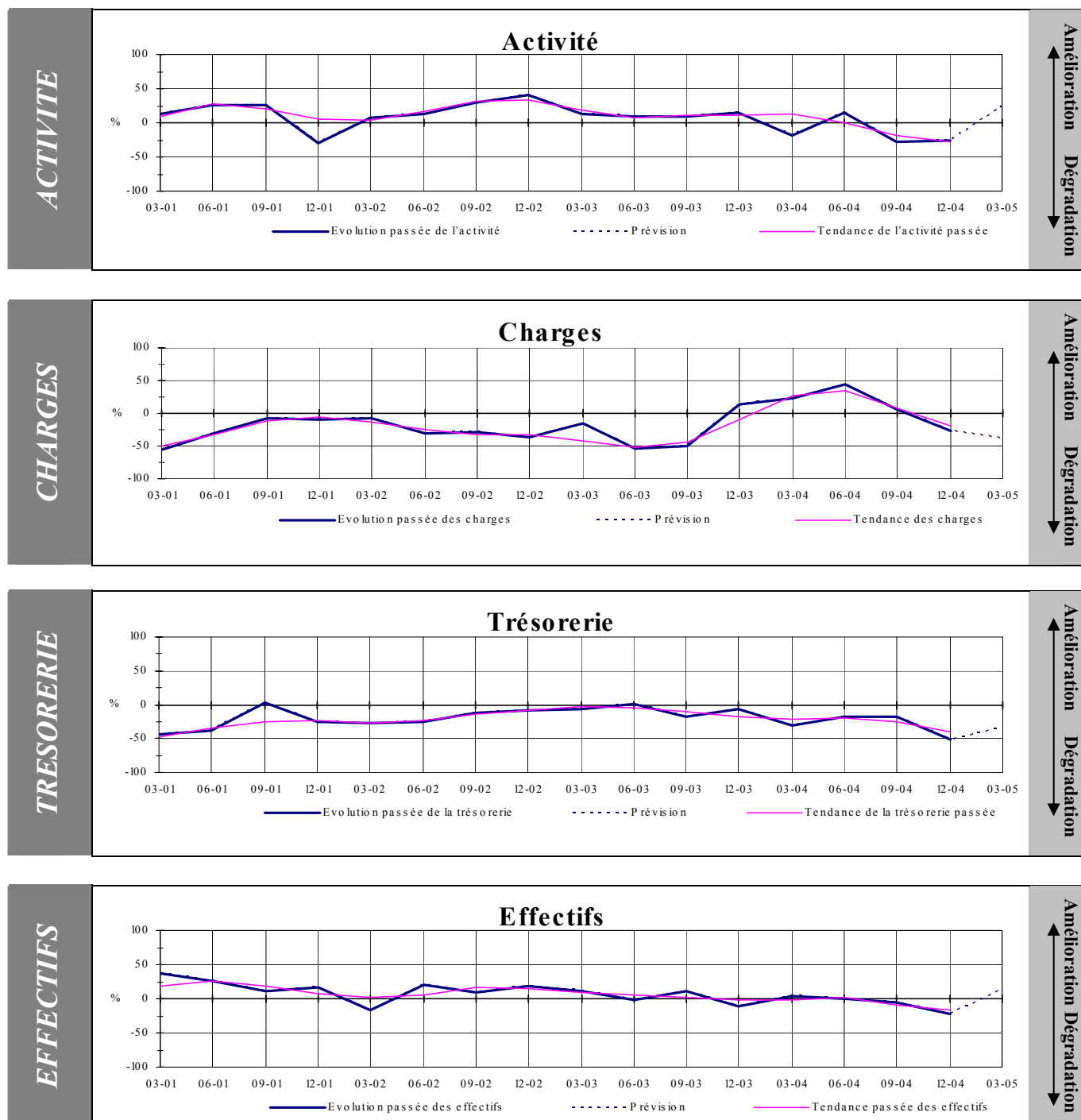


## 2.4 Bâtiment et travaux publics

### 2.4 Bâtiment et Travaux publics

Opinions des dirigeants d'entreprise du secteur " Bâtiment et Travaux publics "¹  
au 31 décembre 2004

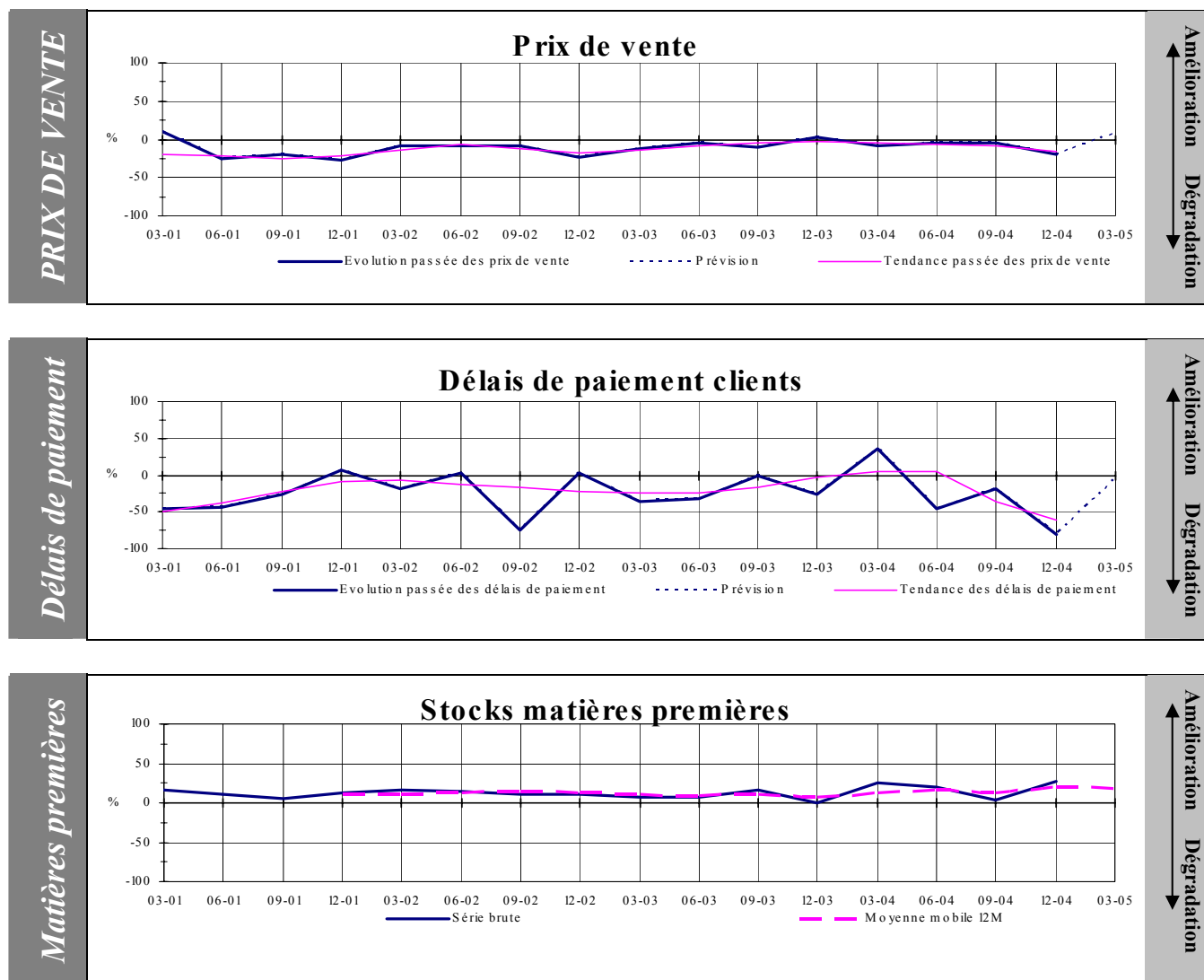
Soldes d'opinions² CVS



Source et réalisation: IEOM (données trimestrielles - cvs)

¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 35 entreprises du secteur du BTP dont 22 ayant répondu.

² La courbe des réalisations retranscrit les soldes d'opinion relatifs au trimestre écoulé, corrigés des variations saisonnières. La courbe des prévisions a été établie à partir des opinions des chefs d'entreprises pour le trimestre à venir, corrigées des variations saisonnières.



Source et réalisation: IEOM (données trimestrielles - cvs)

### Commentaires :

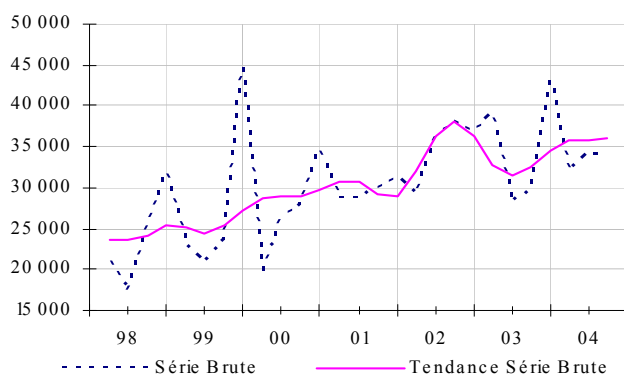
Comme au trimestre précédent, l'activité s'est révélée plus que calme au quatrième trimestre 2004 selon les opinions exprimées par les entrepreneurs du BTP. Des réductions d'effectifs sont apparues inévitables, ce qui n'a pourtant pas freiné l'augmentation des charges d'exploitation. La situation de trésorerie des sociétés s'est détériorée sous l'effet de la diminution des prix de vente. En outre, les délais de paiement des clients se sont avérés excessifs. Quant aux stocks de matières premières, ils ont été estimés trop importants au regard du courant d'affaires.

La profession prévoit une reprise pour le premier trimestre 2005 et envisage de recruter pour y faire face. De ce fait, les charges d'exploitation devraient encore peser dans les comptes de résultats. De même, la trésorerie des entreprises devrait rester préoccupante, en dépit d'une hausse des prix de vente.

Au mois de janvier, le gouvernement a décidé de soutenir le BTP en instaurant, avec la participation des banques, des prêts bonifiés au logement. D'un montant global de 5 milliards de F CFP, le dispositif est limité à six mois. Il permet de proposer aux particuliers des prêts à taux attractif (1 ou 2% en fonction de leurs revenus) pour réaliser des travaux d'aménagement ou de réparations sur leurs logements.

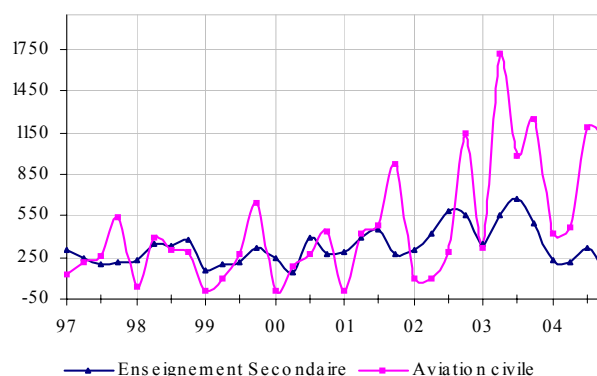
## 2.4 Bâtiment et travaux publics

**Importations de ciment**  
(en tonnes)



Source : Douanes

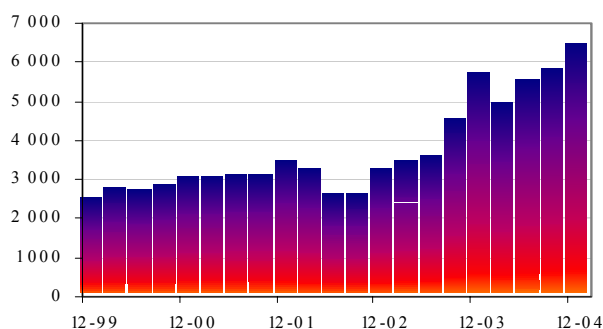
**Dépenses liquidées**  
(données brutes en millions de F CFP)



Sources : Direction des enseignements secondaires, SEAC

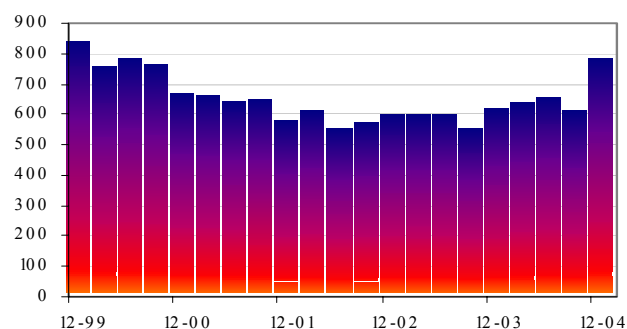
<b>IMPORTATIONS en tonnes</b> (Source : ISPF)	T4 03	T3 04	T4 04	Var. trimestrielle	Var. en glisst an.
Ciment	43 064,0	33 739,5	nc	-	-
Bois transformé	9 066,1	12 525,8	nc	-	-

**Crédits moyen terme  
BTP**  
(en millions de F CFP)



Source : IEOM -Service central des risques

**Créances douteuses  
BTP**  
(en millions de F CFP)



Source : IEOM -Service central des risques



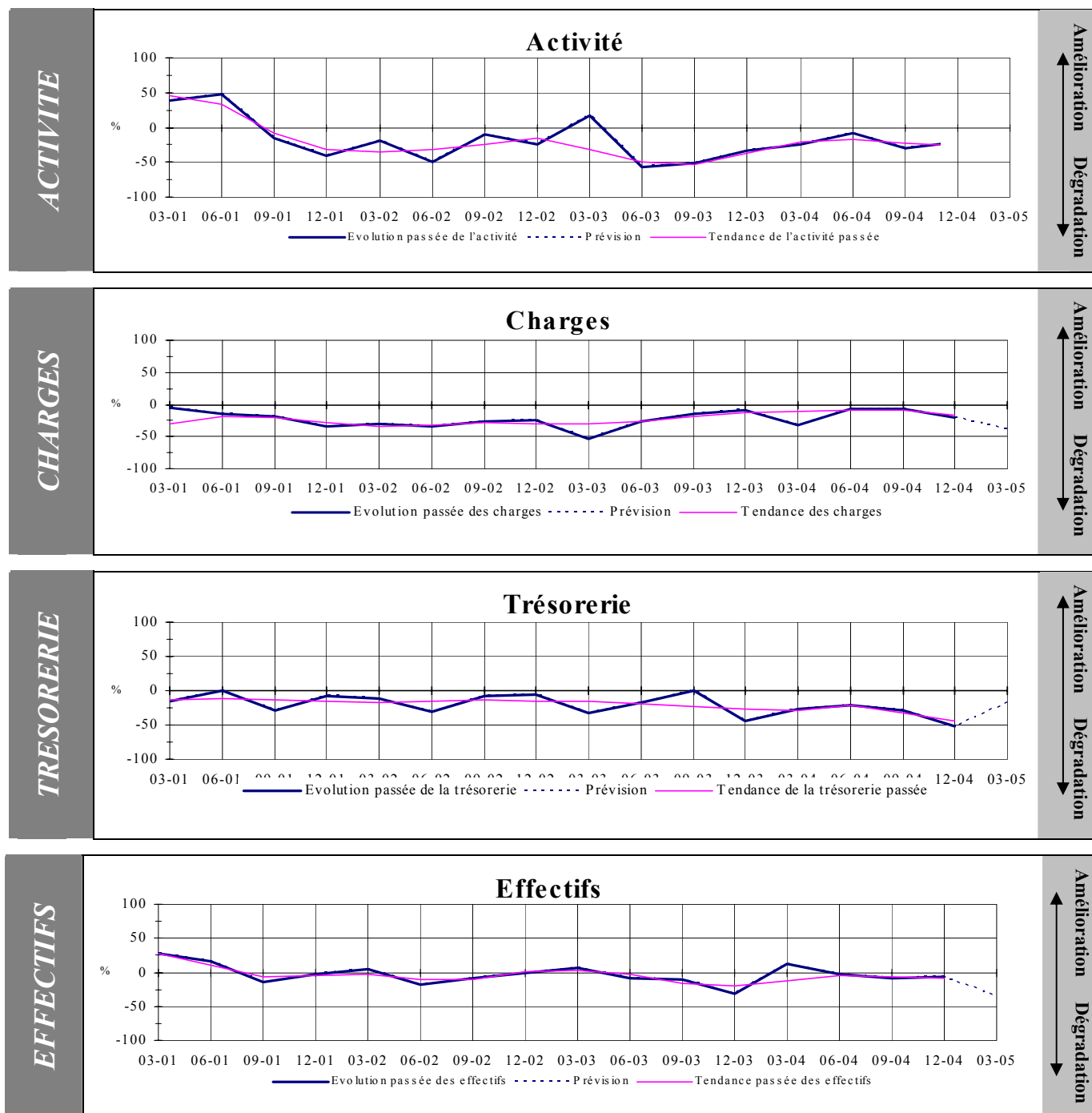


## 2.5 Commerce

### 2.5 Commerce

#### Commerce de gros

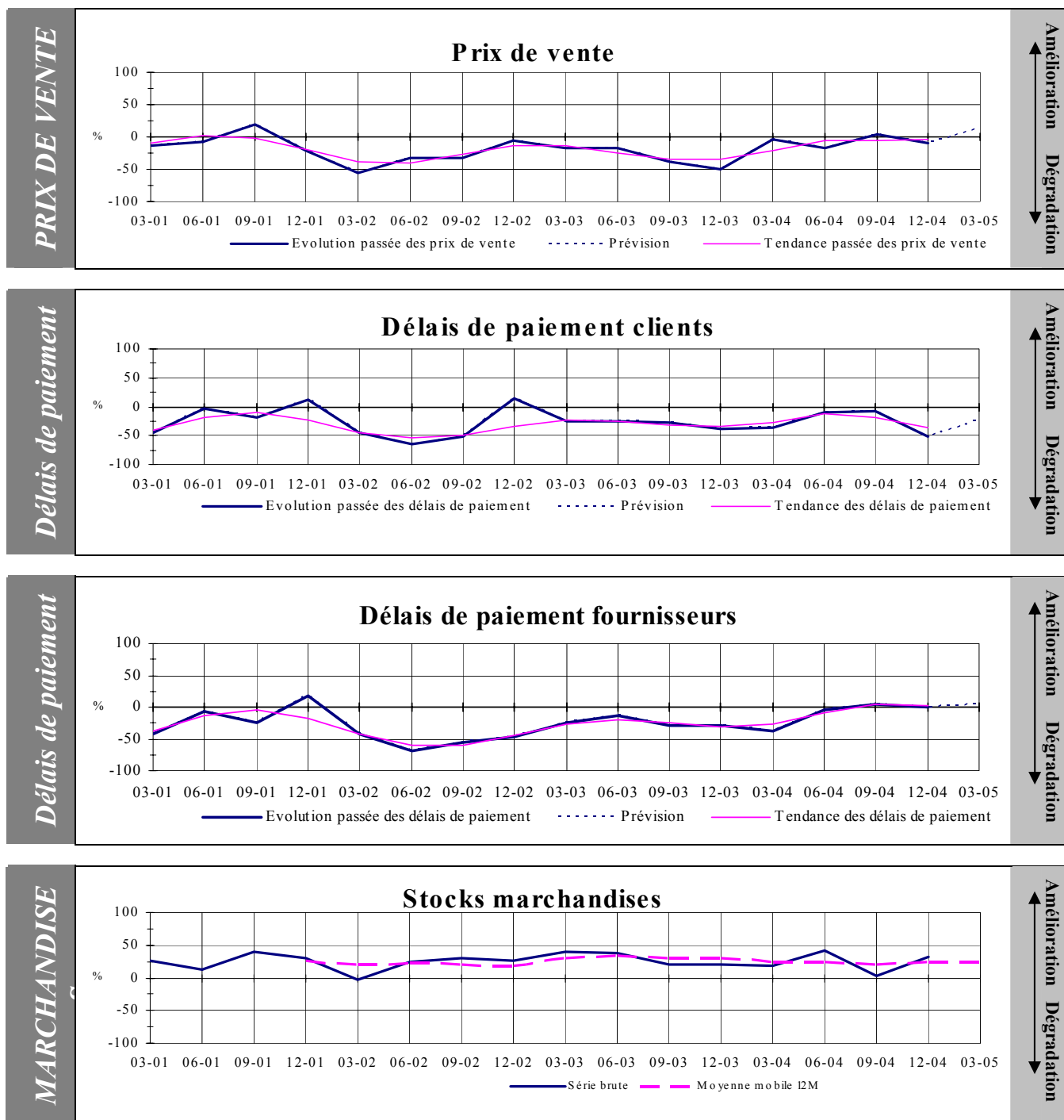
Opinions des dirigeants d'entreprise du secteur " Commerce de gros "¹  
 au 31 décembre 2004  
 Soldes d'opinions² CVS



Source et réalisation: IEOM (données trimestrielles - cvs)

¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 24 entreprises du secteur du commerce de gros dont 16 ayant répondu.

² La courbe des réalisations retranscrit les soldes d'opinion relatifs au trimestre écoulé, corrigés des variations saisonnières. La courbe des prévisions a été établie à partir des opinions des chefs d'entreprises pour le trimestre à venir, corrigées des variations saisonnières.



## 2.5 Commerce

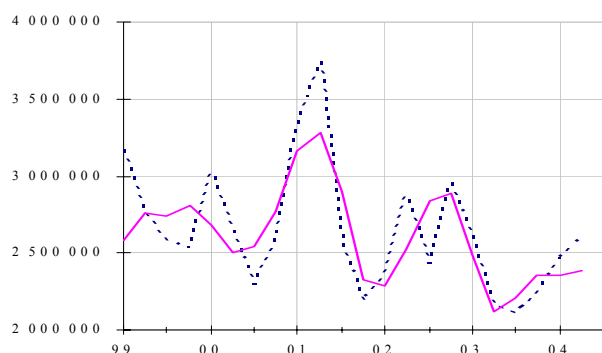
### Commentaires :

Pour le commerce de gros, le quatrième trimestre 2004 n'a pas été satisfaisant. Les entreprises du secteur ont donc préféré mener une politique de l'emploi plutôt restrictive. Cependant, leurs charges d'exploitation sont restées à un niveau excessif. De même, leur situation de trésorerie est apparue très dégradée en raison de la stagnation de leurs prix de vente et de la multiplication des retards de paiement de la clientèle. Enfin, leurs stocks de marchandises ont été jugés trop élevés.

Les importations d'eaux minérales ont diminué de 2,9% sur la période janvier-novembre 2004 (8,6 millions de litres contre 8,8 à la même époque en 2003), tandis que celles de viandes ont progressé de 6,6% (21 822 tonnes contre 20 465 en 2003).

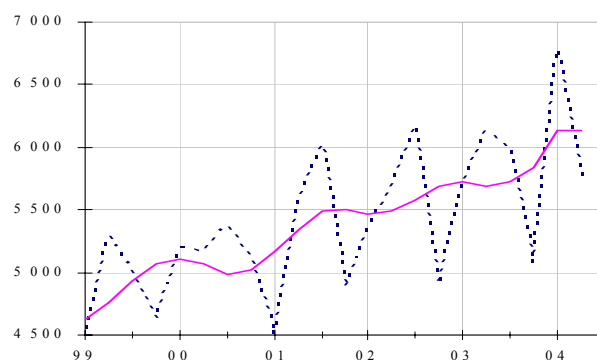
Selon les responsables du commerce de gros sondés pour les besoins de l'enquête, il pourrait y avoir une petite amélioration au premier trimestre 2005. Néanmoins, les effectifs devraient encore être revus à la baisse, mais sans apporter d'allègement sur les charges d'exploitation. La trésorerie des sociétés pourrait s'arranger, avec une revalorisation tarifaire et un raccourcissement des délais de règlement des clients.

**Importations d'eaux minérales**  
(en litres)



--- Série Brute      — Tendance Série Brute  
Source : Douanes

**Importations de viande**  
(en tonnes)

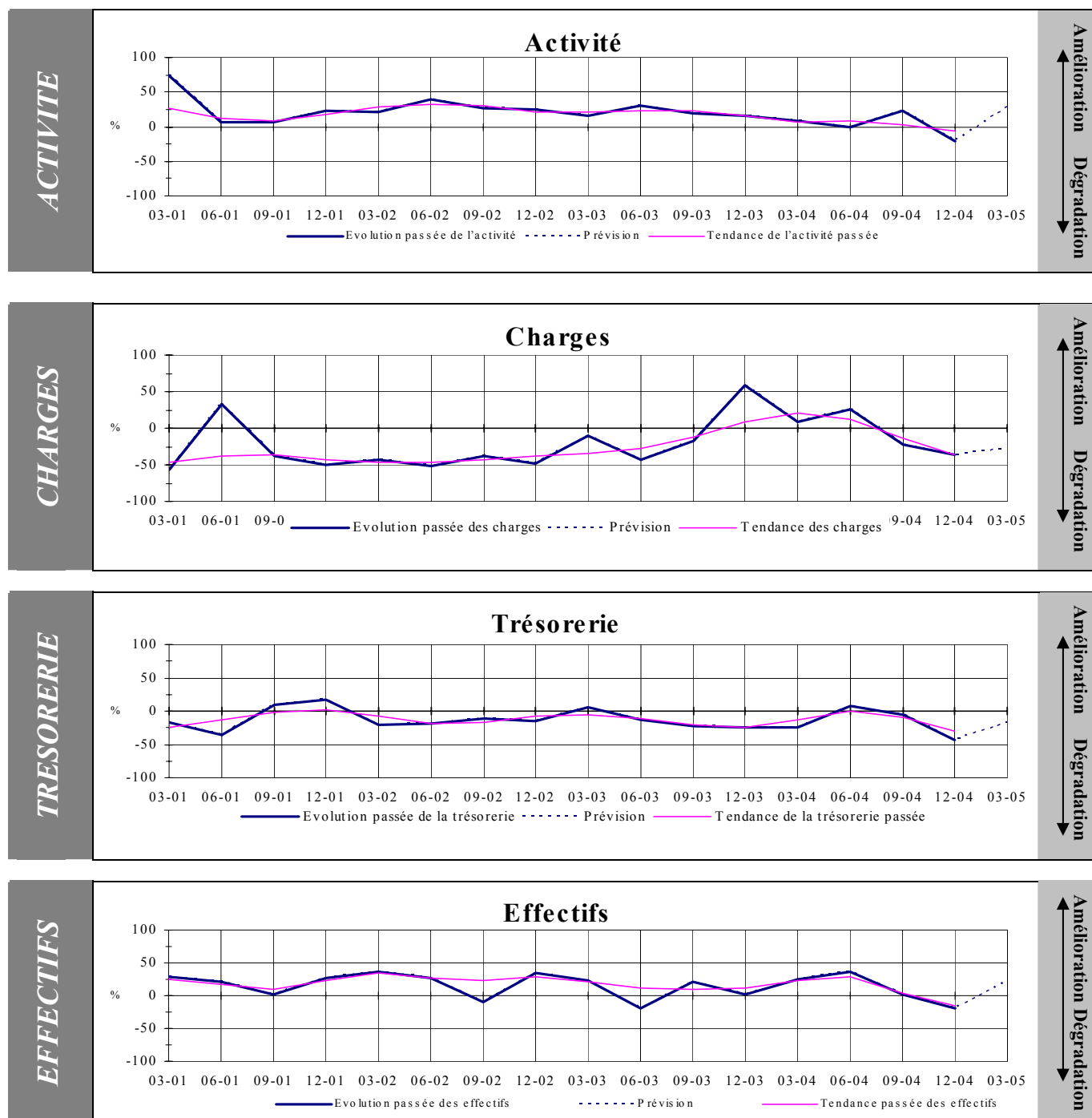


--- Série Brute      — Tendance Série Brute  
Source : Douanes

## Commerce de détail

Opinions des dirigeants d'entreprise du secteur " Commerce de détail "¹  
au 31 décembre 2004

Soldes d'opinions² CVS

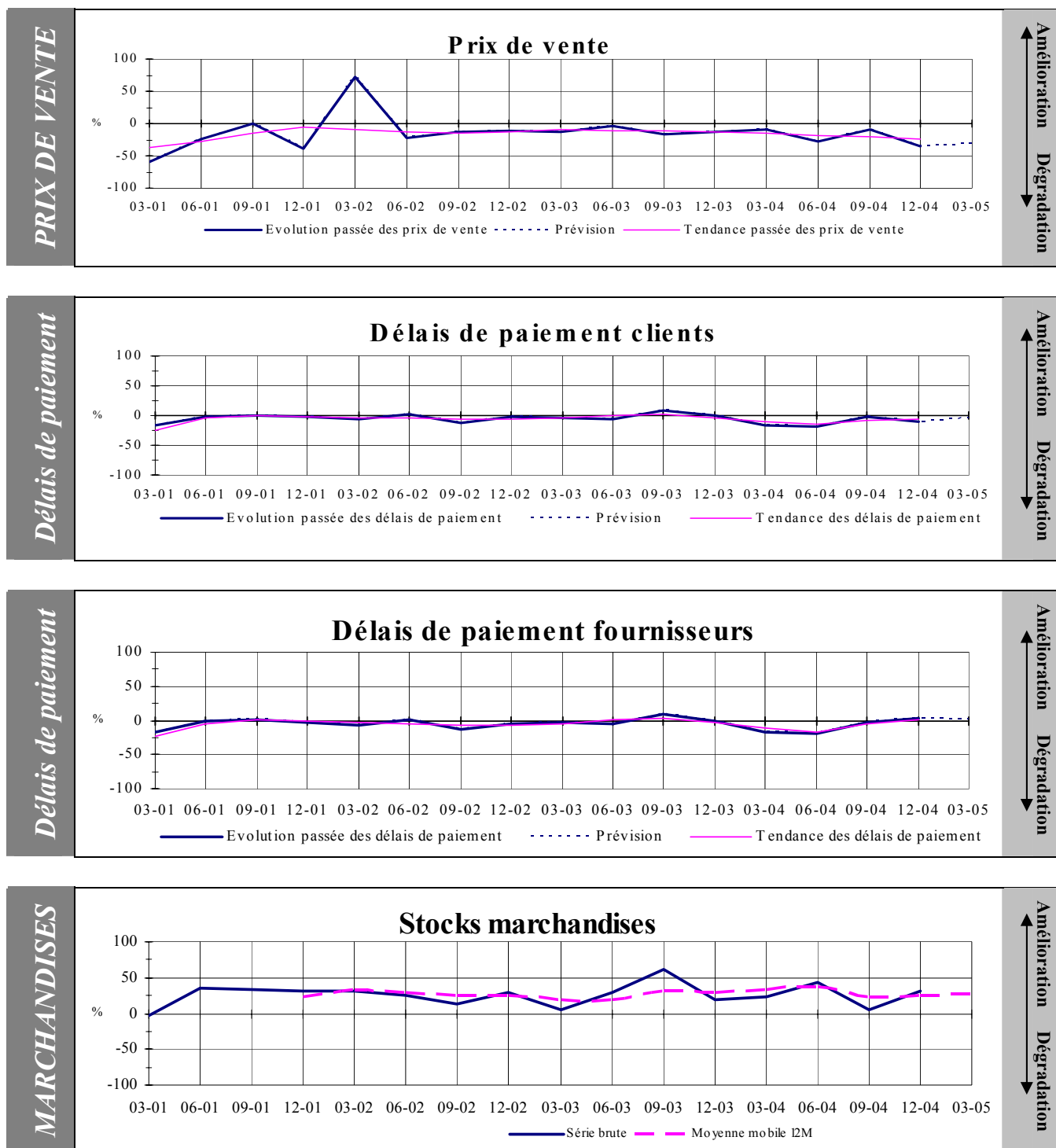


Source et réalisation: IEOM (données trimestrielles - cvs)

¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 45 entreprises du commerce de détail dont 30 ayant répondu.

² La courbe des réalisations retranscrit les soldes d'opinion relatifs au trimestre écoulé, corrigés des variations saisonnières. La courbe des prévisions a été établie à partir des opinions des chefs d'entreprises pour le trimestre à venir, corrigées des variations saisonnières.

## 2.5 Commerce



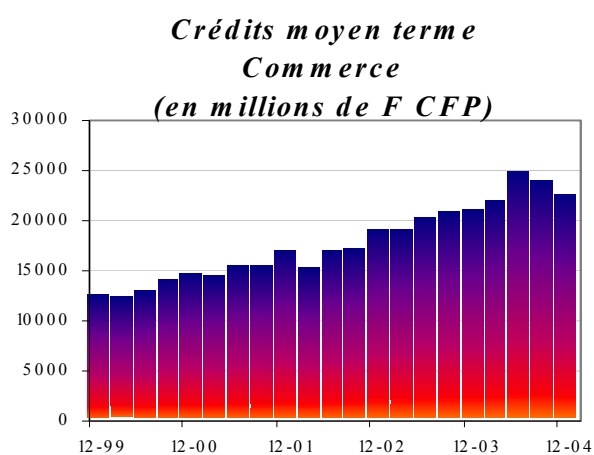
Source et réalisation: IEOM (données trimestrielles - cvs)

### Commentaires :

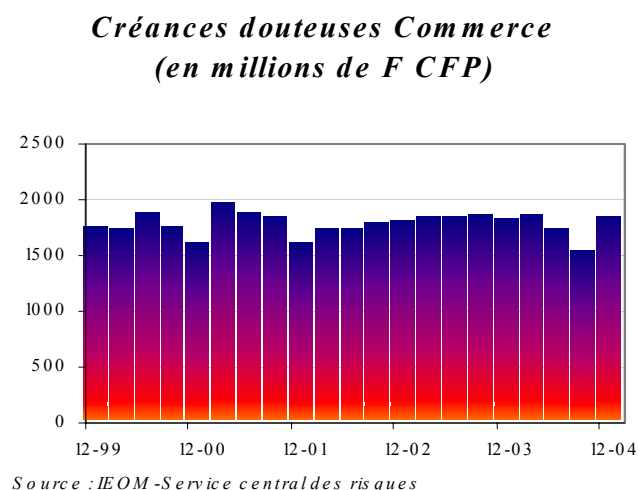
Malgré les fêtes de fin d'année, les responsables du commerce de détail interrogés à l'occasion de l'enquête du quatrième trimestre 2004 ont constaté un ralentissement de leur courant d'affaires. Ils ont donc été amenés à débaucher du personnel, mais n'en ont tiré aucun allègement de leurs charges d'exploitation. Leur trésorerie s'est dégradée alors que les prix de vente stagnaient et que les retards de règlement de la clientèle s'accumulaient. Les stocks de marchandises ont été jugés supérieurs à la normale.

Les chefs d'entreprises du secteur attendent une embellie pour le début de l'année. Il est possible que des recrutements soient organisés, ce qui ne devrait pas être sans conséquences sur les charges d'exploitation. Globalement, la situation de trésorerie du commerce de détail devrait s'améliorer sans toutefois atteindre l'équilibre.

Parmi les plus optimistes figurent les concessionnaires automobiles qui bénéficient de mesures prises par le gouvernement en faveur du secteur automobile : une reprise automatique de 350 000 F CFP, dont 250 000 à la charge du pays, pour toute voiture de plus de dix ans doit être accordée à l'achat d'une neuve. Par ailleurs, la Grande braderie de Tahiti, créée en 2004, qui s'est tenue fin janvier, a bénéficié d'un bon taux de fréquentation.



Source : IEOM - Service central des risques

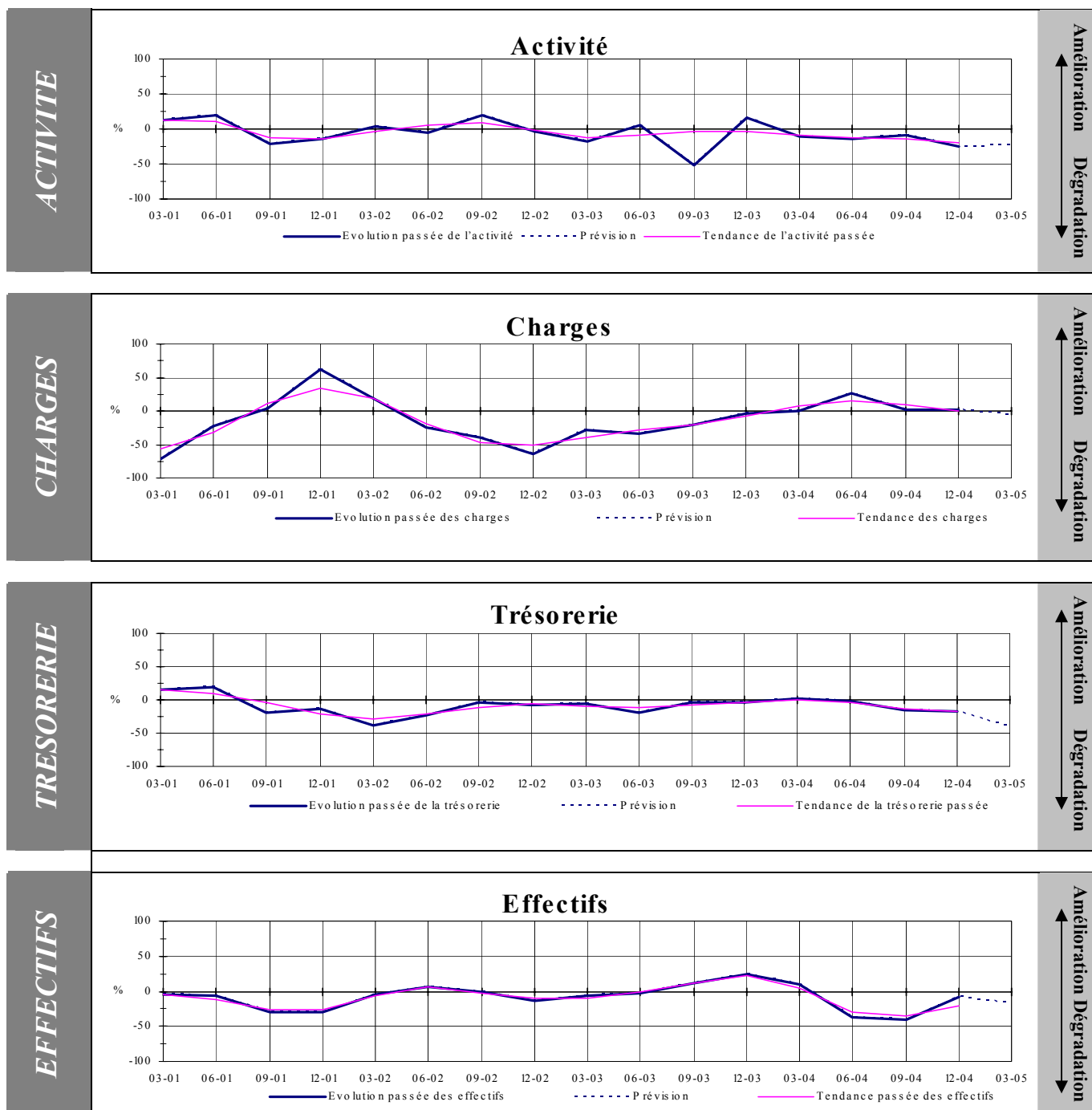


## 2.6 Hôtellerie - tourisme

### 2.6 Hôtellerie - tourisme

Opinions des dirigeants d'entreprise du secteur "Hôtellerie et tourisme"<sup>1</sup>  
au 31 décembre 2004

Soldes d'opinions<sup>2</sup> CVS



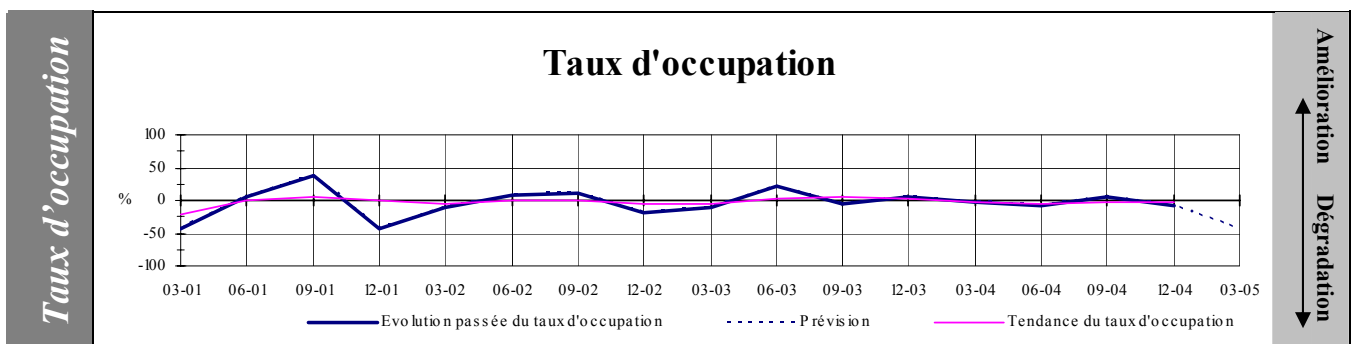
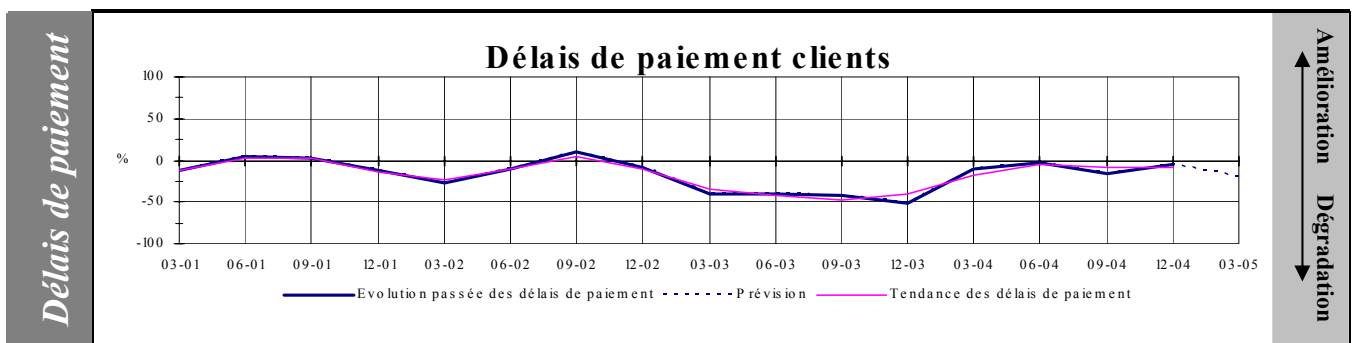
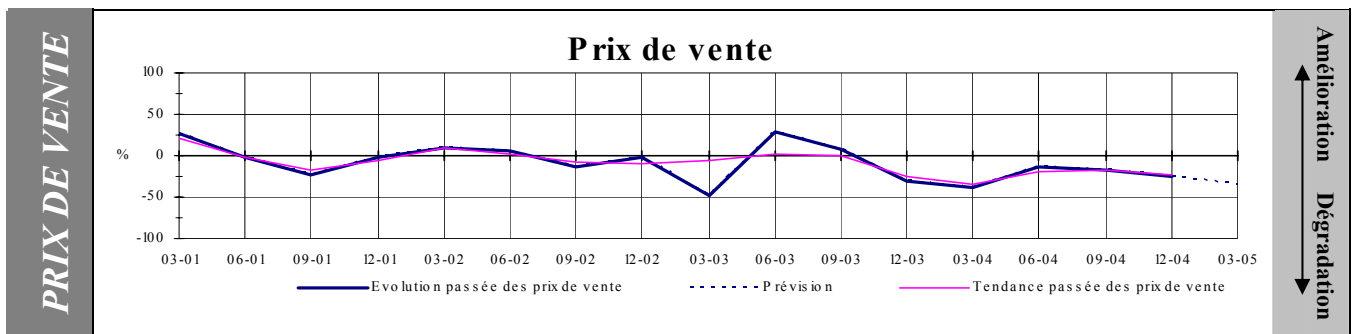
Source et réalisation: IEOM (données trimestrielles - cvs)

<sup>1</sup> L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 20 entreprises du tourisme dont 14 ayant répondu.

<sup>2</sup> La courbe des réalisations retranscrit les soldes d'opinion relatifs au trimestre écoulé, corrigés des variations saisonnières. La courbe des prévisions a été établie à partir des opinions des chefs d'entreprises pour le trimestre à venir, corrigées des variations saisonnières.



## 2.6 Hôtellerie - tourisme



Source et réalisation: IEOM (données trimestrielles - cvs)

### Commentaires :

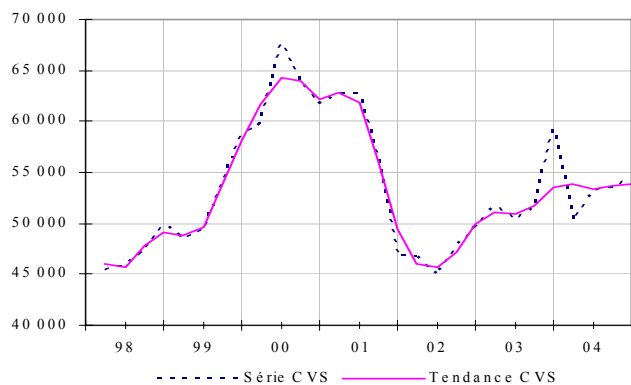
Sur l'année écoulée, le nombre de touristes en Polynésie française s'est élevé à 211 893, en recul de 0,41 % par rapport à 2003 (212 767). Quant aux statistiques de l'Aviation civile, elles font état d'une augmentation de 1,1% en glissement annuel des arrivées à l'aéroport de Tahiti-Faa'a (627 157 contre 620 523 en 2003). Enfin, le Conseil des professionnels de l'hôtellerie (CPH) a enregistré un taux d'occupation moyen cumulé de 65,19% en 2004 (62,24% en 2003).

Pour clore une année morose, les responsables de l'hôtellerie ont déploré un chiffre d'affaires en baisse pour le dernier trimestre de l'année. Globalement, les effectifs ont encore été orientés à la baisse, permettant aux charges d'exploitation de rester à un niveau acceptable. La trésorerie des hôtels, en revanche, s'est détériorée, en raison principalement de la réduction des tarifs et de l'accumulation des retards de paiement de la part de la clientèle.

Le démarrage de l'année risque d'être aussi difficile, avec des licenciements supplémentaires prévisibles. Du côté des charges d'exploitation, la situation devrait se stabiliser, tandis que la trésorerie pourrait continuer de se dégrader, du fait des diminutions tarifaires et de l'allongement des délais de règlement. Au mois de janvier 2005, le taux d'occupation moyen des hôtels affiliés au CPH a été de 55,9%, après 55,1% le mois précédent.

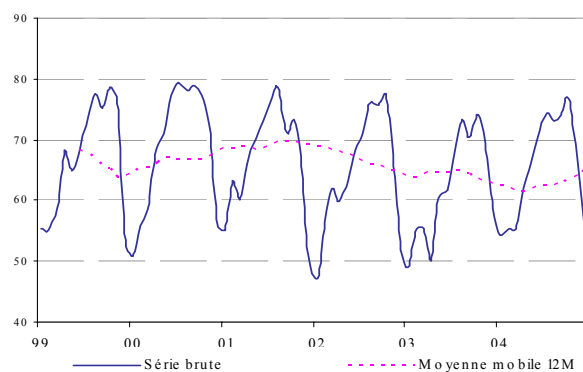
## 2.6 Hôtellerie - tourisme

**Fréquentation touristique (en nombre de touristes)**



Source : Service du tourisme

**Taux d'occupation des grands hôtels (en %)**

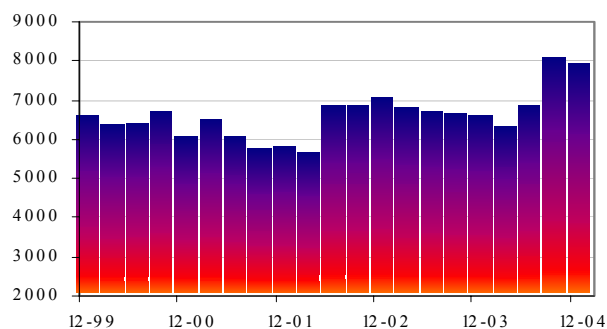


Source : CPH

<b>TRAFIC A L'AEROPORT DE TAHITI</b> (Source : SEAC)	T4 03	T3 04	T4 04	Var. trimestrielle	Var. en glisst an.
Nombre de passagers	164 875	179 294	157 918	-11,9%	-4,2%

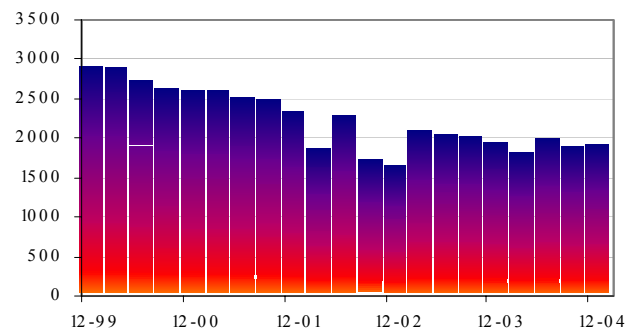
<b>FREQUENTATION TOURISTIQUE</b> (Source : Ministère du tourisme)	T4 03	T3 04	T4 04	Var. trimestrielle	Var. en glisst an.
Nombre de touristes	57 503	60 365	53 280	-11,7%	-7,3%

**Crédits moyen terme**  
**Hôtellerie, restauration**  
(en millions de F CFP)



Source : IEOM -Service central des risques

**Créances douteuses**  
**Hôtellerie, restauration**  
(en millions de F CFP)



Source : IEOM -Service central des risques



### 2.7 Services marchands

Un nouveau secteur est introduit pour l'enquête du quatrième trimestre 2004 ; il s'agit du secteur des services marchands qui regroupe des entreprises ayant des activités dans les domaines suivants : conseil en affaires et gestion, activités juridiques, comptabilité, informatique, ingénierie technique, réparation automobile, publicité, travail temporaire, activité de nettoyage, services annexes à la production, transports routiers.

#### Opinions des dirigeants d'entreprise du secteur " Services marchands "¹ au 31 décembre 2004

EVOLUTION					
Par rapport au troisième trimestre 2004					
Activité	Charges d'exploitation	Trésorerie	Effectifs	Prix de vente	Délais de paiement clients
➔ stable	⬇ alourdissement	⬇ dégradation	➔ stables	⬇ en baisse	⬇ allongement

PREVISIONS					
Pour le premier trimestre 2005					
Activité	Charges d'exploitation	Trésorerie	Effectifs	Prix de vente	Délais de paiement clients
↗ en hausse	⬇ alourdissement	⬇ dégradation	➔ stables	↗ en hausse	⬇ allongement

NIVEAU DU CARNET DE COMMANDES
Par rapport à la normale
- inférieur

¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 60 entreprises du secteur « services marchands » dont 45 ayant répondu.

**Commentaires :**

L'activité au quatrième trimestre 2004 s'est avérée plutôt stable pour le secteur des services marchands pris dans son ensemble. Les effectifs n'ont pas varié et les charges d'exploitation ont semblé excessives aux chefs d'entreprises qui ont répondu au questionnaire de conjoncture. La trésorerie des sociétés s'est dégradée sur la période, sous l'effet cumulé de la diminution des prix de vente et de l'allongement des délais de paiement de la clientèle. Enfin, le niveau du carnet de commande est apparu insuffisant.

Une reprise est attendue pour le premier trimestre 2005, mais sans embauches prévues. Les charges d'exploitation devraient continuer à handicaper les entreprises. Quant à leur trésorerie, la hausse des prix de vente ne devrait pas permettre de gommer les conséquences négatives des retards de paiement des clients.

**INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER**  
**BP 583 - 98713 PAPEETE**

Directeur de la publication : Thierry CORNAILLE  
Responsable de la rédaction : Jean-Pierre DERANCOURT  
Editeur : IEOM - Etablissement public  
21 rue du Docteur CASSIAU – PAPEETE

Achévé d'imprimer le 23 février 2005  
Dépôt légal : 23 février 2005 - N° ISSN 0296-3116